



N° 56-203-XIF au catalogue

Télécommunications au Canada

1998



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des télécommunications, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6 (téléphone: (613) 951-3177).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôts	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôts	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit, N° 56-203-XIF au catalogue, est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 32 \$CA l'exemplaire. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'impression sur demande, au prix de 51 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire
États-Unis	6 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.
La version imprimé peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique
Section des télécommunications

Télécommunications au Canada

1998

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2001

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 2001

N° 56-203-XIF au catalogue

Périodicité : Annuel

ISSN : 1496-5933

Ottawa

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- p nombres provisoires.
- r nombres rectifiés.
- x confidentiel en vertu des dispositions de la loi sur la statistique relatives au secret.

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **F.D. Gault**, Directeur
- **H. McCarrell**, Chef, Section des télécommunications

Analyse

I. Wong

Opérations d'enquête

M. Lynch, R. Joseph

Production

L. Sabourin

TABLE DES MATIÈRES

	<i>page</i>
Faits saillants de 1998	5
Introduction	6
Aperçu analytique	
Indicateurs nationaux	7
Indicateurs provinciaux	10
Infrastructure de télécommunications des ménages	11
 STATISTICAL TABLES	
1. Bilan, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	14
Bilan (suite) (Passif et capitaux propres)	15
2. États des bénéfiques non répartis, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	15
3. Revenue, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	16
4. Dépenses d'exploitation, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	17
5. États des résultats, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	18
6. Bénéfiques et concentration, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	18
7. Emploi et coûts de la main-d'oeuvre, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	19
8. Dépenses en immobilisations, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	19
9. Infrastructure de réseau, 1998	20
10. Indicateurs de connectivité sélectionnés, 1998	21
11. Commerce international, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998	22
12. Données d'utilisation interurbaines, pour les groupes 5133 et 51333 du SCIAN, 1998	23
13. États des revenus et des pertes, pour la classe 5133 du SCIAN, par province, 1998	24
14. Indicateurs d'exploitation sélectionnés, du groupe 5133, par province, 1998	25
15. Indicateurs des ménages, par province, 1998	26
 ÉTUDE SPÉCIALE	
Le secteur canadien des services de télécommunications	29
 AU SUJET DE L'ENQUÊTE	
Objectif de l'enquête	37
Champ de l'enquête	37
Méthodologie d'enquête	38
Qualité et limite des données	39
Révisions	40
 GLOSSAIRE DES TERMES	 41
 LECTURES SUGGÉRÉES	 47

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Faits saillants de 1998

- ▶ Les revenus d'exploitation du secteur des télécommunications ont atteint 28,5 milliards de dollars, et les dépenses d'exploitation ont totalisé 24,7 milliards de dollars.
- ▶ Les bénéfices d'exploitation ont été de 3,8 milliards de dollars, une diminution de 338,7 millions de dollars par rapport à 1997.
- ▶ Les bénéfices d'exploitation ont représenté 13,5 % du total des revenus d'exploitation, comparativement à 18,3 % l'année précédente.
- ▶ En 1998, le secteur des télécommunications a fourni des emplois à 95,5 milliers de personnes (83,3 milliers d'employés à temps plein et 12,1 milliers d'employés à temps partiel).
- ▶ Le commerce bilatéral effectué par les fournisseurs de services de télécommunications (exportations et importations) s'est chiffré à 2,9 milliards de dollars, entraînant un bilan commercial positif de 85,8 millions de dollars.
- ▶ L'actif pour le secteur a augmenté de 2,6 milliards de dollars par rapport à la période précédente, pour atteindre 47,0 milliards de dollars.
- ▶ Les dépenses en immobilisations ont dépassé de 11,8 % le sommet atteint l'année précédente, pour se situer à 6,4 milliards de dollars.
- ▶ En 1998, on comptait 19,3 millions de lignes d'accès de qualité téléphonique, une augmentation de 3,4 % par rapport au 18,7 millions de lignes déclarés en 1997.
- ▶ Au total, 99,5 % des lignes étaient numériques.
- ▶ On comptait 5,4 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. Cela représente une augmentation de 25,5 % par rapport à 1997 (4,3 millions d'abonnés).
- ▶ En 1998, 26,3 % des abonnés à la téléphonie mobile ont utilisé des services analogiques, comparativement à 11,0 % en 1997.
- ▶ Le volume des appels interurbains pour les fournisseurs de services par fil a atteint 35,9 milliards de minutes.
- ▶ Au total, 70,5 % des appels interurbains avaient comme provenance et comme destination le Canada, 18,2 % avaient comme destination ou comme provenance les États-Unis, et 11,3 % comportaient une destination outre-mer.

Introduction

Le secteur des services de télécommunications est l'un des cinq secteurs qui sont à l'origine de plus du cinquième de la croissance du PIB depuis 1971 au sein de l'économie canadienne. Avec des revenus de dix milliards de dollars, les services de télécommunications ont beaucoup évolué depuis qu'Alexander Graham Bell a transmis la parole la première fois au moyen d'un équipement commandé électriquement en mars 1976, créant ainsi le téléphone. En août de la même année, il faisait un appel unidirectionnel de Brantford à Paris, Ontario, la première tentative d'appel interurbain au moyen de la nouvelle invention.

Peu après, les échanges téléphoniques se sont multipliés dans de nombreuses communautés où les compagnies rivalisaient férocement pour obtenir de nouveaux clients. En 1886, on recense 13 000 téléphones qui fonctionnent au Canada. Compte tenu de l'essor de l'industrie, il a fallu mettre sur pied des organismes fédéraux et provinciaux chargés de la réglementer. En 1941, il y avait au Canada 3 200 réseaux en exploitation et un demi-million de téléphones. Depuis lors, le nombre de téléphones et de lignes d'accès correspondantes a augmenté de manière constante tandis que le nombre de réseaux a chuté, de nombreux petits réseaux ayant été absorbés par des plus grands et plus efficaces.

Le 9 novembre 1972, on a lancé avec succès Anik 1, le premier satellite national du Canada. Le Réseau téléphonique transcanadien (qui est devenu Stentor) et Bell Canada ont réservé des canaux sur le satellite pour que les régions éloignées du Nord canadien puissent faire et recevoir des appels interurbains – ce qu'on imaginait à peine il y a 100 ans. Les voies par satellite, les réseaux à micro-ondes et autres médias de télécommunications modernes ont remplacé en grande partie les télécommunications par fil qui assuraient autrefois le trafic interurbain.

L'octroi, en 1985, de licences aux entreprises de téléphonie cellulaire représente un important pas en avant qui a fait augmenter le nombre d'options dont disposent les Canadiens en matière de télécommunications. Des duopoles régionaux ont été créés par suite de l'entrée en scène d'un télécommunicateur national (Rogers Cantel) faisant concurrence aux entreprises de téléphonie mobile provinciales desservant les mêmes territoires que les entreprises de téléphonie traditionnelle qui leur sont affiliées (les compagnies de téléphone membres de Stentor). Les services de téléphonie mobile et la

concurrence se sont accrus avec l'implantation, en 1996, de services de communications personnelles (SCP) et l'arrivée de deux nouveaux concurrents nationaux, les groupes microcell et Clearnet.

Les services de télécommunications par fil et par satellite ont aussi fait l'objet d'une concurrence accrue au fil des ans. Les services privés de données et de lignes ont été libéralisés à partir de 1979, et les services d'installations d'abonnés ont connu une ouverture au début des années 80. En 1992, la concurrence a commencé à toucher les services téléphoniques interurbains, concurrence qui a été facilitée en 1994 par la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de rendre obligatoire l'égalité d'accès, ce qui a permis aux clients de se connecter à leur télécommunicateur interurbain sans avoir à composer de numéro d'accès. Téléglobe Canada, le télécommunicateur outre-mer monopoliste du Canada, a été privatisé en 1987, et les privilèges liés à son monopole ont pris fin en 1998. Telesat Canada, le télécommunicateur par satellite monopoliste, a connu une privatisation similaire en 1992, les privilèges liés à sa situation devant prendre fin en 2000.

Un certain nombre de décisions de nature réglementaire doivent encore être prises à l'égard du marché, par exemple, au sujet de la concurrence locale et de la déréglementation du marché de la téléphonie payante. Ces décisions, de même que les inventions et les innovations technologiques et que la convergence des services de télécommunications, de câblodistribution et d'Internet, auront des répercussions significatives sur nos vies. Toutes les sphères de l'activité humaine : communications, apprentissage, administration, affaires, art, culture, divertissement, etc., subiront certainement quelques changements liés directement à l'établissement de ces nouveaux réseaux d'information.

Aperçu analytique

Les tableaux présentés dans les pages qui suivent décrivent les activités financières, opérationnelles et de réseau du secteur des télécommunications au Canada et, lorsque cela est pertinent, au niveau provincial, pour 1998. Il convient de souligner que les revenus et les dépenses des fournisseurs ont été déclarés sur une base brute à partir de 1998, plutôt que sur une base nette comme c'était le cas les années précédentes. C'est donc dire que les postes correspondants des revenus et des dépenses, de même que le total des

revenus et des dépenses d'exploitation pour 1998 et les années précédentes, ne sont pas comparables. Toutes les autres variables des revenus et des dépenses ne sont pas touchées par ce changement et peuvent par conséquent faire l'objet de comparaisons.

Indicateurs nationaux

En 1998, les **revenus d'exploitation** du secteur des télécommunications ont atteint 28,5 milliards de dollars. Les fournisseurs de services de télécommunications par fil dominent la prestation des services de télécommunications. Ils ont été à l'origine de 80,9 % du total des revenus du secteur, soit la même proportion qu'en 1997, tandis que les fournisseurs de télécommunications sans fil, les revendeurs et les fournisseurs de télécommunications par satellite et autres fournisseurs de services représentaient 15,4 %, 2,2 % et 1,5 % des revenus du secteur, respectivement. La part du total des revenus du secteur revenant aux revendeurs a diminué par rapport aux 3 % enregistrés l'an dernier, et celle des fournisseurs de télécommunications sans fil, qui était de 14 % l'an dernier, a augmenté.

Les revenus d'exploitation sont classés en deux catégories : les revenus provenant de services de télécommunications et les revenus provenant de services non liés aux télécommunications. Les **revenus des services de télécommunications**, c'est-à-dire ceux liés à la prestation ou à la revente de services de télécommunications, ont représenté 87,4 % de l'ensemble des revenus d'exploitation. Parmi les principaux services de télécommunications fournis figuraient les services téléphoniques locaux et interurbains (31,9 % et 26,5 % respectivement des revenus d'exploitation); les services de lignes privées (5,5 %); les services de transmission de données et les services d'accès à grande vitesse (4,2 %); ainsi que les options de gestion, par exemple, gestion des appels, télémessages et services payants, etc. (3,4 %).

Les revenus des services de qualité téléphonique ont augmenté de près de 1,7 milliard de dollars par rapport à 1997; toutefois, étant donné la croissance des autres services, ils représentent la même proportion que l'an dernier du total des revenus d'exploitation, à l'exclusion des services de fournisseurs.

Les **autres activités d'exploitation** ont été à l'origine des 12,6 % qui restent des revenus d'exploitation. Ces activités (p. ex., la publication d'annuaires, la vente ou la location de produits de télécommunications, les réparations et l'entretien) sont généralement assumées par des compagnies de télécommunications, mais

peuvent être également l'être par des compagnies qui ne s'occupent ni de services aux entreprises ni de la revente de services de télécommunications¹.

Les **dépenses d'exploitation** ont totalisé 24,7 milliards de dollars (tableau 4). Les dépenses de réseau ont représenté un peu moins de 50 % de toutes les dépenses, le soutien commercial et administratif, un peu moins de 35 %, les frais d'occupation, 2,5 %, et les autres dépenses liées ou non aux télécommunications, environ 6,5 % chacune. Le poste le plus important est l'amortissement. La répartition des coûts irrécupérables a représenté 23,3 % du total des dépenses pour le secteur (5,8 milliards de dollars). Les catégories suivantes en importance sont la vente, le marketing et la publicité (11,4 %), l'interconnexion ou le partage des recettes (11,1 %), l'accès aux installations de réseau (p. ex., achat de services interurbains ou location de circuits) (7,4 %) et l'exploitation du réseau (7,1 %).

Il est intéressant de souligner que les fournisseurs de services ont dépensé davantage pour l'accès aux réseaux que les fournisseurs de services de télécommunications exploitant leurs propres installations pour l'exploitation de leurs réseaux. Comme il fallait s'y attendre, l'achat d'accès aux réseaux est plus important pour les revendeurs et représente 59,1 % du total de leurs dépenses d'exploitation.

Le **bénéfice d'exploitation**, c'est-à-dire la différence entre les revenus d'exploitation et les dépenses d'exploitation, a totalisé 3,8 milliards de dollars, soit 13,4 % du total des revenus d'exploitation. Il s'agit d'une diminution par rapport aux 4,2 milliards de dollars enregistrés en 1997, soit 18,3 % des revenus. Le bénéfice d'exploitation est utilisé pour acquitter les frais financiers liés aux emprunts, les dépenses extraordinaires, les impôts sur le revenu et, enfin, le revenu aux actionnaires sous forme de dividendes ou de bénéfices non répartis.

Le bénéfice d'exploitation n'a pas été uniforme dans l'ensemble du secteur des télécommunications. Les télécommunications par fil ont affiché un ratio de la marge d'exploitation et des revenus de 17,4 %, et les télécommunications sans fil ainsi que les revendeurs, des pertes de 4 % et de 7,1 % respectivement (tableau 6). Seuls les télécommunications par satellite et les autres télécommunications ont amélioré leur rendement par rapport à l'an dernier, soit une augmentation de 2,3 points de pourcentage (de 3,2 % à 5,5 %).

Les **revenus et dépenses autres que d'exploitation** se sont améliorés considérablement par rapport à l'an dernier (tableau 7). Les coûts importants de restructuration, comme la rationalisation et les

¹ Si elles constituaient la majorité des revenus d'exploitation d'une compagnie, cette dernière ne serait pas classifiée comme fournisseur de services de télécommunications et ses résultats seraient exclus des tableaux de l'enquête.

radiations uniques visant à préparer la branche des télécommunications par fil à un marché de plus en plus déréglementé, y compris la transition d'un contexte de réglementation à une comptabilité selon les PCGR (principes comptables généralement reconnus), qui ont touché le secteur l'an dernier, ont eu des répercussions négatives sur les états financiers de 1997.

Même si le **revenu net** s'est accru pour l'industrie, il est demeuré négatif (-328,7 millions de dollars) (tableau 5). Toutes les branches, sauf celles des fournisseurs de télécommunications sans fil, ont amélioré leur situation par rapport à l'an dernier. Les fournisseurs de télécommunications par fil ont été les seuls à connaître des résultats positifs (493 millions de dollars), les pertes des fournisseurs de télécommunications sans fil étant passées de 567 millions de dollars à 743 millions de dollars.

Malgré ces pertes, des dividendes de 1,6 milliard de dollars ont été versés durant l'année – soit 5,4 % des revenus d'exploitation. Au total, les **bénéfices non répartis** pour le secteur des télécommunications se sont élevés à -401 millions de dollars. Seuls les fournisseurs de télécommunications par fil ont affiché des bénéfices non répartis positifs – environ 1,9 milliard de dollars, une baisse par rapport au solde d'ouverture de 2,2 milliards de dollars.

Dans l'ensemble, 61,3 % des fournisseurs de services de télécommunications ont déclaré des revenus nets positifs, et 65 % ont été **rentables** du point de vue des revenus d'exploitation (tableau 6). Les fournisseurs de services téléphoniques traditionnels étaient les plus susceptibles de connaître des marges d'exploitation et des revenus nets positifs (80,9 % et 89,7 % de toutes les unités déclarantes). Le nombre de fournisseurs de services de télécommunications par fil déclarant des revenus nets positifs est demeuré à peu près inchangé par rapport à l'an dernier, tandis que les revendeurs et les fournisseurs de services de télécommunications par satellite ont été plus nombreux à déclarer des revenus nets positifs cette année par rapport à l'an dernier, et les fournisseurs de télécommunications sans fil, moins nombreux à le faire.

Les fournisseurs de services de télécommunications achètent des services et en vendent à des non-résidents. Par **commerce international** dans les services de télécommunications, on entend principalement l'interconnexion, c'est-à-dire le point de rencontre entre les réseaux de télécommunications canadiens et étrangers. Le commerce de services connexes aux télécommunications comprend les services commerciaux, financiers, professionnels, techniques, administratifs et de gestion, les redevances, les commissions ainsi que les intérêts et les dividendes. Ces transactions bilatérales ont représenté 2,9 milliards de dollars en 1998, soit une balance positive du

commerce des services de 85,8 millions de dollars pour le secteur des télécommunications au Canada. Ce résultat est légèrement inférieur aux 89,6 millions de dollars déclarés l'an dernier (tableau 11).

En 1998, le secteur employait 95,5 milliers de personnes. Le nombre d'emplois à temps plein et à temps partiel ont atteint 83,2 et 12,2 milliers respectivement. Les **coûts en main-d'œuvre** en 1998 ont représenté environ la même proportion des revenus d'exploitation du secteur (ajustés pour tenir compte des coûts des fournisseurs) qu'en 1997. Ce sont les employés des fournisseurs de services de télécommunications par satellite qui ont touché la rémunération la plus élevée (équivalents temps plein calculés sur la base des salaires moyens des employés à temps plein), suivis par ceux du secteur des télécommunications par fil, du secteur des télécommunications sans fil et, enfin, des revendeurs.

Même si les coûts en main-d'œuvre diffèrent pour chaque classe, chacune d'elle a affiché une production similaire par employé (équivalent temps plein), variant de 304,6 milliers de dollars pour les télécommunications par fil à 365,1 milliers de dollars pour les télécommunications par satellite et les autres services de télécommunications, pour une moyenne de 313,5 milliers de dollars pour les différentes branches. Les dépenses autres que de main-d'œuvre sont importantes à l'égard des résultats de chaque branche. Les télécommunications par satellite et les autres services de télécommunications (51334/9) ont enregistré les revenus d'exploitation les plus élevés par employé, mais ont connu une marge bénéficiaire d'exploitation de seulement 5,5 % comparativement aux télécommunications par fil, qui ont enregistré les revenus d'exploitation par employé les plus bas, mais ont connu la marge d'exploitation la plus élevée (17,4 %).

L'**actif** (tableau 1) du secteur a atteint 47 milliards de dollars, une augmentation de 5,8 % par rapport à 1997. Seulement un peu moins de 65 % des éléments d'actif sont des immobilisations, 81,5 % des immobilisations se rapportant à l'infrastructure de réseau. Les éléments d'actif à court terme constituent 18,9 % du total de l'actif, et le reste, 16,2 %, est composé de placements, de frais reportés et d'autres éléments d'actif à long terme et immobilisés.

Les parts d'actif des fournisseurs de services de télécommunications par fil et sans fil correspondent à leurs parts de revenus. Les entreprises de télécommunications par fil ont contribué à 81,4 % du total de l'actif du secteur et à 80,9 % des revenus, tandis que les fournisseurs de télécommunications sans fil ont été responsables de 14,8 % de l'actif et de 15,4 % des revenus du secteur. La part de l'actif des services de télécommunications par satellite et des autres services de télécommunications représente près du double de la

part des revenus (3,0 % par rapport à 1,5 %), ce qui rend compte du fait que ce secteur dépend beaucoup des ressources. Les revendeurs n'ont représenté qu'une faible 0,7 % du total de l'actif, ce qui n'est pas surprenant.

Le volume des comptes clients était moins important à la fin de cette année (4,1 milliards de dollars) comparativement à l'an dernier (5,6 milliards de dollars) : ils représentaient respectivement 42,5 %, 70,8 %, 74,3 % et 49,9 % du total de l'actif à court terme des entreprises de télécommunications par fil, des entreprises de télécommunications sans fil, des revendeurs et des services de télécommunications par satellite et autres services de télécommunications. Même si cela peut être perçu comme une amélioration des opérations, l'actif net à court terme pour le secteur est fortement négatif : le passif à court terme excédant l'actif à court terme de 2,8 milliards de dollars.

Les catégories historiques d'infrastructure de réseau pour les entreprises de télécommunications par fil sont, dans l'ordre, les câbles et les lignes (32,4 %), l'équipement de commutation (24,8 %), l'équipement de transmission (19,6 %), et les structures de transmission (8,0 %). En ce qui a trait aux entreprises de télécommunications sans fil, compte tenu de leurs systèmes d'exploitation différents, 27,7 % de leurs éléments d'actif d'infrastructure de réseau immobilisés se sont appliqués aux structures de transmission, alors que l'équipement de transmission a représenté 26,9 % du total.

D'autres éléments d'actif immobilisés (ordinateurs, logiciel et autre équipement non commuté, véhicules motorisés et mobilier de bureau) ont représenté 2,2 milliards de dollars et 888,1 millions de dollars de l'actif immobilisé pour les entreprises de télécommunications par fil et sans fil, respectivement. Ce dernier montant représente une augmentation par rapport aux 516 millions de dollars enregistrés en 1997.

L'augmentation générale de l'actif s'est accompagnée d'une augmentation du passif, ce qui fait que les **capitaux propres** pour l'année sont demeurés inchangés à 13,8 milliards de dollars.

Les **dépenses en immobilisations** (tableau 8) élevées sont caractéristiques du secteur des télécommunications depuis quelques années. En 1998, elles ont été de 11,8 % supérieures aux chiffres records enregistrés l'an dernier, atteignant 6,4 milliards de dollars. Les deux tiers des dépenses sont allés à la machinerie et à l'équipement et l'autre tiers, à la construction, comme c'était le cas l'an dernier. Les dépenses totales ont été en hausse de 28 % pour les services de télécommunications par fil, et elles ont diminué de 22,7 % pour les services de télécommunications sans fil.

Le niveau record des dépenses des fournisseurs de télécommunications par fil peut être attribué aux augmentations qui ont touché toutes les catégories de machinerie et d'équipement, tandis que la diminution enregistrée par les fournisseurs de télécommunications sans fil a touché toutes les catégories d'équipement, particulièrement l'équipement de transmission (136 millions de dollars en 1998 par rapport à 711 millions de dollars l'an dernier). Cette baisse a été atténuée en partie par une augmentation de 100 millions de dollars de la construction des structures de transmission. Le poste le plus important des immobilisations est celui lié aux dépenses de près de 1,2 milliard de dollars au titre de l'équipement de commutation des fournisseurs de télécommunications par fil, suivi par la construction de câbles et de lignes (environ 30 % pour les fibres optiques) et par l'équipement de transmission.

L'**infrastructure de réseau** (tableau 9) est hautement développée au Canada. Les **lignes d'accès** du réseau téléphonique public commuté (RTPC) (de qualité téléphonique) ont atteint 19,3 millions en 1998, une augmentation impressionnante d'environ 3,4 % par rapport à l'an dernier, compte tenu de la maturité de cette infrastructure. En 1997, on avait enregistré une croissance de 2,1 %. Les lignes de résidences ont représenté 65,3 % du total, tandis que les lignes d'affaires ont représenté 34,7 % des lignes RTPC. Le nombre de lignes d'accès pour 100 habitants était de 62,1, une hausse par rapport aux 61,2 enregistrées l'an dernier.

La téléphonie cellulaire a élargi le concept de l'accès en réseau. À la fin de l'année, on comptait 5,4 millions d'**abonnés au téléphone cellulaire**, une augmentation de 25,5 % par rapport à l'année précédente. La densité téléphonique se chiffrait à 17,7 abonnés pour 100 Canadiens en 1998 (14,2 en 1997).

On a dénombré 1,088 million de nouvelles voies d'accès au RTPC cette année, et 634 000 ajouts pour les télécommunications par fil. L'accès combiné sans fil et par fil au RTPC a augmenté de 9,0 % par rapport à l'année dernière et se chiffre à 79,8 voies d'accès par 100 Canadiens.

La **transmission numérique** (tableau 10) des communications par RTPC facilite grandement les nouveaux services de télécommunications. Au total, 99,5 % des lignes d'accès RTPC sont maintenant numériques, comparativement à 26,3 % de l'accès mobile au RTPC. L'accès sans fil au RTPC était numérique à 11,0 % en 1997. Au total, l'accès par fil et sans fil au RTPC est numérique dans 83,3 % des cas.

La **radiomessagerie** (tableau 9) a aussi connu une croissance forte et soutenue, en dépit de celle des télécommunications cellulaires, qui sont considérées

par certains comme une option de recharge à la radiomessagerie. On dénombrait près de 1,5 million de téléavertisseurs en service en 1997, une hausse de 20,5 % par rapport à 1996, la hausse ayant été cette année-là de 12,5 % par rapport à 1996.

Le **volume d'appels interurbains** pour les fournisseurs de services par fil a atteint 35,9 milliards de minutes, dont 70,5 % avaient comme provenance et comme destination le Canada. Au total, 18,2 % des appels avaient comme provenance ou comme destination les États-Unis, et 11,3 % comportaient une destination à l'étranger. Le volume d'appels en provenance du Canada et des États-Unis est à peu près équivalent, mais le volume d'appels outre-mer en provenance du Canada est près du double de celui des appels en provenance d'outre-mer.

Les revendeurs ont été responsables de 7,3 % du volume total d'appels interurbains, mais de seulement 5,6 % des revenus correspondants. Lorsqu'ils appellent des destinations à l'étranger, les Canadiens sont plus susceptibles d'avoir recours aux fournisseurs de télécommunications exploitant leurs propres installations qu'aux revendeurs : 20,4 % des appels interurbains des Canadiens ont été acheminés par les premiers, tandis que seulement 11,7 % des appels traités par les revendeurs étaient destinés à l'étranger.

Les **appels sans frais** constituent une part importante du marché des appels interurbains au Canada. Près d'une minute sur sept d'appel interurbain était sans frais pour l'appelant.

Indicateurs provinciaux (Tableaux 13 et 14)

En 1998, on dénombrait 241 entreprises au Canada dont la principale activité consistait à fournir des services de télécommunications. Nombre de ces entreprises ont des activités (employés) dans plus d'une province. Selon ce critère, on comptait 381 établissements de télécommunications au Canada².

Essentiellement, l'activité des provinces a tendance à correspondre à la proportion de la population nationale que représente cette province. L'Ontario, qui compte un peu moins de 38 % de la population du pays, a été responsable de 39 % des revenus nationaux en télécommunications. Le Québec venait au 2^e rang, avec 24 % des revenus et 24,2 % de la population, et la Colombie-Britannique suivait avec 13,4 % des revenus et 13,2 % de la population. Toutes les autres provinces ont été responsables d'une proportion plus petite des revenus nationaux que leur proportion de la population,

sauf l'Alberta, qui a été responsable de 10,9 % des revenus, mais qui ne compte que 9,6 % de la population nationale.

Les principales dérogations par rapport à cette règle générale découlent de l'examen des bénéficiaires d'exploitation et des fournisseurs de service sans fil. Même s'ils sont responsables de 39 % des revenus nationaux, les établissements de l'Ontario ne sont à la source que de 11,5 % des bénéficiaires d'exploitation nationaux du secteur. Les établissements de Terre-Neuve ont enregistré les niveaux les plus élevés de bénéficiaires d'exploitation par rapport à leurs revenus d'exploitation, suivis par ceux de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique (même proportion). L'anomalie dans le cas de l'Ontario peut venir du fait que les entreprises trouvent plus facile de répartir les revenus entre les établissements que les coûts. La prépondérance des établissements dont le siège social se trouve en Ontario pourrait par conséquent entraîner une affectation disproportionnée des coûts aux sièges sociaux et une distribution asymétrique des bénéficiaires.

Le Québec n'a représenté que 17,9 % des **abonnements à la téléphonie mobile** au niveau national, mais détient beaucoup plus que sa part relative des **abonnés de la télémessagerie** (35,9 %). C'est l'Alberta qui a enregistré le taux de pénétration le plus élevé de la téléphonie mobile - 42,7 % au-dessus de la moyenne nationale, la Colombie-Britannique venant au deuxième rang, avec une proportion supérieure de 18,9 % à celle correspondant à sa population.

Toutes les provinces (où des données peuvent être diffusées), sauf la Nouvelle-Écosse (16,5 %), ont enregistré des **dépenses en immobilisations** s'approchant de la moyenne nationale (22,6 %). Les dépenses nationales au titre de la machinerie et de l'équipement ont été près du double des dépenses de construction (ratio de 2,0); toutefois, l'Ontario et la Nouvelle-Écosse ont été légèrement plus susceptibles que les autres provinces d'avoir des dépenses en immobilisations au titre de la construction (ratio de 1,7).

La production nationale par employé à temps plein a été de 342 000 \$, une augmentation de 33 % par rapport aux chiffres enregistrés en 1997 (257 000 \$). Parmi les provinces pour lesquelles des données sont publiées, le Québec a indiqué le niveau le plus élevé de revenus par employé à temps plein (400 000 \$), suivi par l'Ontario (381 000 \$). Ces deux provinces ont enregistré des coûts en main-d'œuvre plus élevés par travailleur à temps plein que les autres provinces (71 000 \$ comparativement à 65 000 \$ au niveau national), mais

² Certaines de ces entreprises peuvent fournir des services dans des provinces où elles n'ont pas d'employés, mais la seule prestation de services n'est pas un critère suffisant pour la définition d'un établissement. Ces cas ont donc été exclus du nombre d'établissements.

ont toutefois déclaré un revenu net par employé plus élevé (revenu par employé à temps plein moins les coûts en main-d'œuvre par employé à temps plein). C'est le Québec qui mène la marche au niveau national avec un revenu net par employé de 330 000 \$, suivi par l'Ontario avec 310 000 \$, l'Alberta, avec 266 000 \$, et la Colombie-Britannique, avec 262 000 \$.

Infrastructure de télécommunications des ménages³ (Tableau 15)

Plus de 98 % des foyers canadiens ont au moins une ligne téléphonique fixe, une baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à 1997. C'est la Nouvelle-Écosse qui indique le taux de pénétration le plus faible dans les ménages. Toutefois, cette pénétration s'est accrue de 0,3 point de pourcentage en 1998, pour atteindre 97,3 %, soit un demi point de pourcentage sous la moyenne nationale.

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile a affiché la croissance la plus marquée. En 1998, le taux de pénétration se situait à 18,6 % des ménages. En 1998, cette proportion atteignait 26,1 %, une augmentation de 40,3 %. C'est l'Alberta qui menait la marche, 37,6 % de ses ménages étant dotés d'un téléphone mobile. Ce taux est de 44 % supérieur à la moyenne nationale. L'Ontario et la Colombie-Britannique suivaient avec des taux respectifs de pénétration de 30 %.

Le Manitoba, la seule province de l'Ouest, et toutes les provinces à l'est de l'Ontario, ont enregistré un taux de pénétration inférieur à la moyenne nationale. Les provinces de l'Est ont toutefois affiché des taux de croissance supérieurs à la moyenne nationale. C'est l'Île-du-Prince-Édouard qui a indiqué l'augmentation la plus importante (80 %), suivie par le Québec (69,4 %). Le Manitoba a affiché la croissance la plus faible, mais ne se situe que légèrement en deçà de la moyenne nationale et à un niveau beaucoup plus élevé que les provinces de l'Est, où la croissance est plus grande. La tendance est toutefois bien amorcée, et les Canadiens adoptent la téléphonie mobile plus que jamais auparavant.

³ Ces données sont tirées de l'enquête sur les dépenses des ménages plutôt que de l'Enquête sur les fournisseurs de services de télécommunications. Veuillez consulter la publication n° 62-202-XIF pour plus de renseignements concernant la méthodologie, les concepts et les définitions etc.

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU 1. Bilan, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1997

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
<i>Millions de dollars</i>					
Actifs					
Disponibilités :					
Encaisse, dépôts et placements temporaires à vue	1 406 978	54 362	25 353	49 065	1 535 758
Débiteurs	3 219 038	698 746	105 345	84 711	4 107 840
Inventaire (clôture)	238 181	111 386	1 583	27 824	378 974
Autres disponibilités	2 717 072	123 022	9 410	8 010	2 857 514
Total - Disponibilités	7 581 269	987 516	141 691	169 610	8 880 086
Immobilisations					
Terrains					
Terrains	214 115	19 385	x	x	243 404
Bâtiments (coût d'origine)					
Bâtiments (coût d'origine)	3 671 024	311 123	x	x	4 055 698
Amortissement cumulé	1 765 684	74 472	x	x	1 870 045
Total - Bâtiments (après dépréciation)	1 905 340	236 651	x	x	2 185 653
Infrastructure réseau (coût d'origine) :					
Structure de transmission	3 728 316	1 911 584	x	x	5 871 736
Câbles et lignes	15 088 672				15 088 672
Équipement de transmission	9 121 282	1 855 034		257 587	11 233 903
Équipement de commutation	11 989 754	1 482 251	70 963		13 542 968
Équipement de terminal	3 511 813	181 512	x	x	3 699 314
Autre infrastructure réseau n.c.a.	3 066 743	1 461 378	x	x	5 069 713
Total - Infrastructure réseau	46 506 580	6 891 759	x	x	55 002 647
Dépréciation accumulée	26 866 132	2 692 843	x	x	30 126 962
Total - Infrastructure réseau (après dépréciation)	19 640 448	4 198 916	x	x	24 875 685
Autres immobilisations (coût d'origine) :					
Ordinateurs, logiciels et équipements connexes	2 174 936	773 740	46 551	53 429	3 048 656
Fournitures et équipement de bureau	1 559 003	172 147	12 767	15 745	1 759 662
Véhicules à moteur et autres équipement de transportati	598 984	9 207	491	914	609 596
Résiduel	857 985	464 769	34 580	64 604	1 421 938
Total - Autres immobilisations	5 190 908	1 419 863	94 389	134 692	6 839 852
Dépréciation accumulée	2 966 555	531 753	37 561	95 319	3 631 188
Total - Autres immobilisations (après dépréciation)	2 224 353	888 110	59 422	39 373	3 211 258
Total - immobilisations (après dépréciation)	23 984 256	5 343 062	x	x	30 516 000
Investissements financiers	1 991 620	x	12 416	x	2 295 797
Charges reportées	2 029 067	x	4 632	x	2 321 280
Autres actifs n.c.a.	2 685 397	194 072	72 414	26 738	2 978 621
Total - Actifs	38 271 609	6 971 169	352 281	1 396 725	46 991 784

TABLEAU 1. Suite.....

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
<i>Millions de dollars</i>					
Passifs à court terme					
Passifs à court terme					
Comptes de fournisseurs	2 433 702	789 687	111 958	83 960	3 419 307
Autres comptes de fournisseurs	2 792 763	145 532	16 057	6 380	2 960 732
Dettes à court terme	1 728 206	262 793	x	x	2 365 502
Autres passifs à court terme n.c.a.	2 689 214	190 146	39 241	229 387	2 942 646
Total - Passifs à court terme	9 643 885	1 388 158	x	x	11 688 187
Passifs à long terme :					
Dettes à long terme	12 863 176	6 509 761	154 182	276 600	19 803 719
Reports et comptes de réserve	1 147 713	x	x	x	1 593 866
Autres dettes à long terme	36 977	x	23 592	x	154 493
Total - Passifs à long terme	14 047 866	6 735 546	x	x	21 552 078
Total - Passifs	23 691 751	8 123 704	425 107	999 703	33 240 265
Capitaux propres					
Capital-action	12 282 716	878 040	44 206	498 885	13 703 847
Bénéfices non répartis	1 902 628	(2 074 334)	(125 538)	(103 824)	(401 068)
Autres capitaux n.c.a.	394 514	43 759	8 506	1 961	448 740
Total - Capitaux propres	14 579 858	(1 152 535)	(72 826)	397 022	13 751 519
Total - Passifs et capitaux propres	38 271 609	6 971 169	352 281	1 396 725	46 991 784
Fonds de roulement	(2 062 616)	(400 642)	x	x	(2 808 101)
Ratio d'endettement	1,00	..	x	x	1,61

TABLEAU 2. États des bénéfices non répartis par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
<i>Millions de dollars</i>					
Solde d'ouverture	2 179 464	(1 237 071)	(50 302)	(38 452)	853 639
Profit net ou (perte)	534 684	(755 948)	(72 368)	(6 292)	(299 924)
Dividendes versés	1 471 984	79 619	3 075	4 891	1 559 569
Autres additions et déductions	660 464	(1 696)	207	(54 189)	604 786
Bénéfices non répartis	1 902 628	(2 074 334)	(125 538)	(103 824)	(401 068)

TABLEAU 3. Revenus, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
<i>Millions de dollars</i>					
Revenus d'exploitation de télécommunications					
Services aux entreprises :					
Contribution	x	x	-	-	935 786
Interconnexion	2 047 890	64 204	x	x	2 121 630
Circuit/location capacité	155 828	x	x	x	229 978
Autres	x	2 233	x	x	275 000
Total - Services aux entreprises	3 225 076	163 953	x	x	3 562 394
Services de la voix :					
Téléphonie locale	6 480 404	2 584 785	29 038	-	9 094 227
Téléphonie interurbaine	6 770 589	342 931	402 711	29 327	7 545 558
Options de gestion	872 951	100 726	x	x	974 706
Connexion	176 712	30 584	x	x	207 966
Total - Services de la voix	14 300 656	3 059 026	432 667	30 108	17 822 457
Données et services à haute vitesse :					
Services à bande étroite commuté par paquet	480 104	-	7 750	-	487 854
Services à haute vitesse commuté ¹	689 060	-	28 682	1 166	718 908
Total - Données et services à haute vitesse	1 169 164	-	36 432	1 166	1 206 762
Services non commutés (circuits privés) :					
À bande étroite	1 019 406	-	16 366	-	1 035 772
À haute vitesse	374 071	-	4	168 702	542 777
Total - Services non commutés	1 393 477	-	16 370	168 702	1 578 549
Services spécialisés sans fil :					
Messagerie	3	236 658	19 693	2 072	258 426
Service d'affectation	-	57 562	13	2 295	59 870
Roaming	437	119 484	-	-	119 921
Frais d'administration (licences)	-	132 156	-	-	132 156
Autres services à bande étroites sans fil n.c.a.	-	2 839	-	-	2 839
Total - Services spécialisés sans fil	440	548 699	19 706	4 367	573 212
Autres services de télécommunications	109 219	8 743	7 665	29 055	154 682
Total - Revenus d'exploitation de télécommunications	20 198 032	3 780 421	620 447	299 156	24 898 056
Autres revenus d'exploitation :					
Locations d'équipement de terminal	413 671	9 563	x	x	433 239
Vente de biens de télécommunications	923 598	502 057	6 978	33 199	1 465 832
Services d'annuaire	x	x	-	-	466 191
Services d'Internet au détail	92 975	-	750	-	93 725
Autres services n.c.a.	x	x	x	x	1 136 893
Total - Autres revenus d'exploitation	2 861 512	597 272	16 005	121 091	3 595 880
Total - Revenus d'exploitation	23 059 544	4 377 693	636 452	420 247	28 493 936

¹ Services à bande large et très large bande et services commutés par paquet.

TABLEAU 4. Dépenses d'exploitation, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
	<i>Millions de dollars</i>				
Dépenses d'exploitation des télécommunications					
Dépenses de production :					
Opérations de réseau	1 469 864	224 285	35 528	27 714	1 757 391
Dépréciation	3 327 959	649 673	x	x	4 081 171
Entretien et réparations	807 297	72 735	1 274	14 089	895 395
Services aux entreprises :					
Circuit/location capacité (par fil, sans fil, satellite)	710 202	202 891	159 982	68 056	1 141 131
Achat de services interurbains	467 290	54 111	234 839	7 263	763 503
Paiements de contribution	884 601	6 198	x	-	903 146
Paiements net d'interconnexion ou de partage des recettes	2 640 409	102 453	x	x	2 743 046
Total - Services aux entreprises	4 702 502	365 653	x	x	5 550 826
Total - Dépenses de production	10 307 622	1 312 346	461 368	203 447	12 284 783
Dépenses commerciales et administratives :					
Vente et marketing	1 387 902	768 517	26 456	25 666	2 208 541
Publicité et services connexes	301 228	259 120	18 799	2 712	581 859
Facturation et perception	239 360	140 687	19 329	2 408	401 784
Dépenses générales de bureau	1 311 059	149 707	35 711	40 870	1 537 347
Location d'équipement de bureau	44 536	11 603	818	543	57 500
Entretien et réparations	148 799	10 178	2 097	3 343	164 417
Télécommunications, affranchissements et messagerie donnés en sous-traitance	96 583	38 790	7 715	1 858	144 946
Voyages et loisirs	125 039	16 794	3 288	2 862	147 983
Services professionnels	381 365	103 485	17 782	6 318	508 950
Frais de gestion payé au siège social	128 350	92 205	4 248	630	225 433
Frais d'amortissement	713 686	107 475	8 508	14 737	844 406
Dépréciation	672 468	139 942	7 535	21 024	840 969
Mauvaises créances	188 721	59 946	8 971	3 083	260 721
Licences, permis et taxes d'affaires	443 495	135 453	437	2 653	582 038
Total - Dépenses commerciales et administratives	6 182 591	2 033 902	161 694	128 707	8 506 894
Frais d'occupation :					
Location - terrains, bâtiments	290 861	41 834	8 355	2 449	343 499
Services publics	83 685	12 293	527	2 352	98 857
Impôts fonciers	161 739	14 860	629	3 362	180 590
Total - Frais d'occupation	536 285	68 987	9 511	8 163	622 946
Autres dépenses n.c.a. et Résiduel	854 531	732 329	35 115	3 395	1 625 370
Total - Dépenses d'exploitations de télécommunications	17 895 101	4 151 047	668 120	351 004	23 065 272
Autres dépenses d'exploitation :					
Coût de biens vendus	638 834	346 595	7 892	27 159	1 020 480
Résiduelles	501 916	55 717	5 682	19 136	582 451
Total - Autres dépenses d'exploitation	1 140 750	402 312	13 574	46 295	1 602 931
Total - Dépenses d'exploitation	19 035 851	4 553 359	681 694	397 299	24 668 203

TABLEAU 5. États des résultats, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
<i>Millions de dollars</i>					
Revenus et dépenses d'exploitation :					
Revenus d'exploitation	23 059 544	4 377 693	636 452	420 247	28 493 936
Dépenses d'exploitation	19 035 851	4 553 359	681 694	397 299	24 668 203
Bénéfice d'exploitation (perte)	4 023 693	(175 666)	(45 242)	22 948	3 825 733
Bénéfice d'exploitation (perte) (% des revenus)	17,4	(4,0)	(7,1)	5,5	13,4
Revenus et dépenses hors exploitation :					
Revenu d'investissement	237 544	14 119	473	7 157	7 157
Profit net sur la vente d'actifs	74 025	(12 128)	(12 725)	9 166	9 166
Dépenses d'intérêt sur :					
Dettes à court terme	247 937	44 161	x	x	293 085
Dettes à long terme	1 193 108	412 615	x	x	1 632 938
Total - Dépenses d'intérêts	1 441 045	456 776	11 518	16 684	1 926 023
Autres revenus et dépenses hors exploitation	(988 626)	2 282	925	3 691	(981 728)
Total - Revenus et dépenses hors exploitation	(2 118 102)	(452 503)	(22 845)	3 330	(2 590 120)
Impôts sur le revenu :					
Différé	109 433	8 479	1 154	(430)	118 636
Courant	1 301 214	58 798	3 127	33 000	1 396 139
Total - Impôts sur le revenu	1 412 623	114 854	4 281	32 570	1 564 328
Bénéfices nets (perte)	492 968	(743 023)	(72 368)	(6 292)	(328 715)

TABLEAU 6. Bénéfices et concentration, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
<i>Pourcentage</i>					
Statistiques et ratios d'exploitation					
Marge bénéficiaire	17,5	(4,0)	(7,1)	5,5	13,4
Pretax profit margin	8,3	(14,4)	(10,7)	6,3	4,3
Marge bénéficiaire (nette)	2,1	(17,0)	(11,4)	(1,5)	(1,2)
Pretax profit to assets	5,0	(9,0)	(19,3)	1,9	2,6
Return on equity	3,4	64,5	99,4	(1,6)	(2,4)
% d'unités répondants profitables (exploitation)	89,7	63,1	52,1	36,4	65,0
% d'unités répondants profitables (bénéfice net)	80,9	58,5	51,0	45,5	61,3
Concentration (% des revenus d'exploitation) :					
Les 10 plus importantes unités répondantes	90,7	89,0	74,8	99,6	78,4
Les 30 plus importantes unités répondantes	99,7	99,5	94,4	xx	94,5

xx moins que 30 unités rapportés

TABLEAU 7. Emploi et coûts de la main-d'oeuvre, par classe de SCIAN, Télécommunications, 1998

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
<i>Millions de dollars</i>					
Coûts de la main-d'oeuvre					
Imputé à l'exercice	3 958 205	554 082	74 827	76 142	4 663 256
Capitalisé	651 683	105 360	77	5 150	762 270
Total - Coûts de la main-d'oeuvre	4 609 888	659 442	74 904	81 292	5 425 526
Employment Categories for Expensed Labour Costs					
Opérations de réseau	1 376 112	61 962	4 501	25 182	1 467 757
Commerciales et administratives	2 146 578	251 638	56 030	45 804	2 500 050
Résiduelles	435 515	240 482	14 296	5 156	695 449
Total	3 958 205	554 082	74 827	76 142	4 663 256
<i>Personnes</i>					
Emploi					
Plein-temps	69 730	10 584	1 824	1 140	83 278
Temps partiel	9 846	2 201	111	27	12 185
Employés - Total (nombre de personnes)	79 576	12 785	1 935	1 167	95 463
Total - Employés équivalents plein temps (EQP)	75 698	12 158	1 870	1 151	90 877
<i>Dollars</i>					
Moyenne de rémunération des employés (bénéfices inclus)	60 898	54 239	40 056	70 627	59 702
Sorti (\$) par employé plein temps	304 626	360 067	340 349	365 115	313 544

TABLEAU 8. Dépenses en immobilisations, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
<i>Millions de dollars</i>					
Construction					
Bâtiments	153 584	49 664	x	x	203 248
Structures de transmission	111 774	470 180	x	x	581 954
Câbles/lignes	848 699	x	x	x	848 699
Autres	72 210	158 363	x	x	546 649
Total - Dépenses de construction	1 186 267	678 207	x	x	2 180 550
Matériel et outillage					
Équipement de transmission	841 181	136 004	123	2 240	979 548
Équipement de commutation	1 168 370	169 573	2 419	-	1 340 362
Équipement de terminal	592 808	6 510	5 976	2 453	607 747
Autres	840 430	472 324	18 303	9 690	1 340 747
Total - Dépenses de matériel et outillage	3 442 789	784 411	26 821	14 383	4 268 404
Total - Dépenses en immobilisations	4 629 056	1 462 618	x	x	6 448 954

TABLEAU 9. Infrastructure de réseau, 1998

	<i>Résidentiel</i>	<i>D'affaires</i>	<i>Total 1998</i>	<i>Total 1997</i>
Lignes d'accès au RTPC (en fin d'exercice) :				
Lignes individuelles	12 474 720	3 301 911	15 776 631	15 701 284
Lignes partagées	124 693	8 878	133 571	145 078
RNIS ADB	977	68 998	69 975	50 162
RNIS ADP	x	20 563	20 563	11 690
Téléphones publics	x	180 382	180 382	178 116
Centrex	x	1 927 370	1 927 370	1 640 163
Autres	173	662 691	662 864	626 042
Total - Lignes d'accès au RTPC	12 600 563	6 170 793	18 771 356	18 352 535
Lignes d'accès au RTPC par 100 habitants	41.7	20.4	62.1	61.2
Total - Lignes d'accès au RTPC par 100 habitants (station B équivalent)	12 601 540	6 692 177	19 293 717	18 659 877
- %	65.3	34.7		
Total - Lignes d'accès non-RTPC			67 248	..
			Total 1998	Total 1997
Abonnés à la téléphonie mobile				
Téléphonie mobile - Numérique			1 405 594	468 535
Téléphonie mobile - Analogique			3 948 539	3 797 243
Total - Abonnés à la téléphonie mobile			5 354 133	4 265 778
Abonnés à la téléphonie mobile par 100 habitants			17.7	14.2
Total - Messagerie, Bande étroite, PSN			1 504 371	1 248 502
Total - RCC (Radio Common Carriage)			71 178	x
Satellite fixe			1 009	x
Satellite mobile			12 089	x
			Total 1998	Total 1997
Stations cellulaires ou répéteurs				
Téléphonie mobile - Numérique			2 535	..
Téléphonie mobile - Analogique			1 689	..
Messagerie			2 356	..
			Total 1998	Total 1997
Nombre de commutateurs (réseau par fil et sans fil) :				
Commutateurs numériques :				
ATM / IP			417	x
Circuit			3 273	x
Total - Commutateurs numériques			3 690	3 447
Commutateurs analogiques			205	144
Total - Commutateurs			3 895	3 591

TABLEAU 10. Indicateurs de connectivité sélectionnés, 1998

			<i>Total 1998</i>	<i>Total 1997</i>
Télédensité (par fil et sans fil)				
Accès par fil au RTPC			18 771 356	18 352 535
Accès mobile au RTPC			5 354 133	4 265 778
Total - Accès au RTPC			24 125 489	22 618 313
Accès au RTPC par 100 habitants - %			79,8	74,7
Lignes additionnelles basées sur équivalents de qualité téléphonique (EQT)				
Total - Accès au RTPC (EQT)			24 647 850	22 925 655
Accès au RTPC (EQT) par 100 habitants - %			99,2	75,7
	<i>Résidentiel</i>	<i>D'affaires</i>	<i>Total 1998</i>	<i>Total 1997</i>
Digitalisation :				
Ligne d'accès RTPC :				
Lignes raccordées aux commutateurs numériques	12 535 456	6 143 632	18 679 088	18 250 010
Lignes raccordées aux commutateurs analogiques	65 107	27 161	92 268	102 525
Total - Lignes RTPC	12 600 563	6 170 793	18 771 356	18 352 535
% des lignes d'accès raccordées aux commutateurs numériques			99,5	1,0
Accès mobile				
Mobile - Numérique	1 405 594	468 535
Mobile - Analogique	3 948 539	3 797 243
Total - Abonnés mobiles			5 354 133	4 265 778
% d'abonnés numériques			26,3	11,0
Total - Accès numériques au RTPC - %			83,3	82,8

TABLEAU 11. Commerce international, par classe du SCIAN, Télécommunications, 1998

Industrie SCIAN	51331	51332	51333	51334/9	5133
	<i>Millions de dollars</i>				
Exportations - Paiements reçu par les fournisseurs					
Canadiens de service de télécommunications des non-résidents					
des États-Unis	x	x	60 210	31 613	321 909
des autres pays	x	x	8 622	17 982	1 157 760
Total - Exportations	x	x	68 832	49 595	1 479 669
Importations - Paiements par les fournisseurs					
Canadiens de services de télécommunications aux non-résidents					
provenant des États-Unis	x	3 649	x	x	342 507
provenant d'autres pays	x	x	x	x	1 051 329
Total - Importations	1 361 672	x	x	x	1 393 836
Services du commerce international :					
Canada-États-Unis	x	x	x	x	(20 598)
Canada-Autres pays	x	x	x	x	106 431
Canada-Monde	x	x	x	x	85 833

TABLEAU 12. Données d'utilisation interurbaines, pour les groupes 51331 et 51333 du SCIAN, 1998

Industrie SCIAN	51331	51333	Total
	<i>Millions de dollars)</i>		
Appels et messages			
Originant du Canada au :			
Canada	18 399 415	2 299 391	20 698 806
États-Unis	x	227 834	x
Outre-mer	x	76 666	x
Total - Messages et appels originat du Canada	23 776 550	2 603 891	26 380 441
Sans frais - du Canada au :			
Canada	4 612 022	...	4 612 022
États-Unis	x	...	x
Outre-mer	x	...	x
Total - Sans frais	5 142 954	...	5 142 954
Sommaire des appels originant du Canada au :			
Canada	23 011 437	2 299 391	25 310 828
États-Unis	3 171 640	227 834	3 399 474
Outre-mer	2 736 427	76 666	2 813 093
Total - Appels originant du Canada	28 919 504	2 603 891	31 523 395
Appels et messages d'arrivée internationaux en provenance des :			
États-Unis	3 130 495	...	3 130 495
Outre-mer	1 232 968	...	1 232 968
Total - Appels et messages d'arrivée internationaux	4 363 463	...	4 363 463
Sommaire des données d'utilisation interurbaines			
Domestiques	23 011 437	2 299 391	25 310 828
Internationales			
États-Unis	6 302 135	227 834	6 529 969
Outre-mer	3 969 395	76 666	4 046 061
Total - Internationales	10 271 530	304 500	10 576 030
Total carriage ¹	33 282 967	2 603 891	35 886 858

¹ exclu les appels et messages en transit.

TABLEAU 13. État des revenus et des pertes, pour la classe 5133 du SCIAN, par province, 1998

	Terre-Neuve	île-du-Prince Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
<i>(Millions de dollars)</i>							
Revenus d'exploitation							
Téléphonie locale	x	x	x	x	1 881 880	3 387 363	327 782
Téléphonie interurbaine	123 336	26 078	206 647	158 684	1 291 113	3 175 807	216 861
Services commutés par paquets	6 069	x	x	x	99 759	374 849	x
Dedicated services (non-switched)	x	x	12 298	x	289 321	777 912	x
Messagerie	x	x	x	x	98 350	93 166	3 894
Autres services de télécommunications n.c.a.	x	x	169 857	99 894	2 321 368	1 705 890	80 857
Revenus d'exploitation de télécommunications	x	86 520	710 341	x	5 981 791	9 514 987	x
Autres revenus d'exploitation	x	2 674	54 407	x	865 322	1 592 851	
Total - Revenus d'exploitation	377 378	89 195	764 748	567 379	6 847 111	11 107 840	872 036
Dépenses d'exploitation							
Dépenses d'exploitation de télécommunications	242 044	x	546 856	x	5 378 810	9 928 360	679 763
Autres dépenses d'exploitation	25 110	x	31 870	x	339 690	741 016	11 985
Total - Dépenses d'exploitation	267 154	x	578 726	449 096	5 718 521	10 669 384	691 748
Marge bénéficiaire							
	110 224	x	186 022	118 283	1 128 590	438 456	180 288
(%)	29,2	x	24,3	20,8	16,5	3,9	20,7

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest/ Nunavut	Canada
<i>(Millions de dollars)</i>						
Revenus d'exploitation						
Téléphonie locale	x	1 177 136	1 304 934	x	x	9 094 227
Téléphonie interurbaine	248 523	905 845	1 145 016	x	x	7 545 558
Services commutés par paquets	12 215	44 703	65 113	x	x	637 670
Dedicated services (non-switched)	x	158 357	x	x	x	1 578 549
Messagerie	1 239	19 480	31 078	x	x	258 426
Autres services de télécommunications n.c.a.	131 306	497 565	662 540	x	x	5 783 626
Revenus d'exploitation de télécommunications	x	2 803 086	3 382 666	x	x	24 898 056
Autres revenus d'exploitation	x	294 421	449 168	x	x	3 595 880
Total - Revenus d'exploitation	812 800	3 097 507	3 831 834	x	x	28 493 936
Dépenses d'exploitation						
Dépenses d'exploitation de télécommunications	x	2 249 963	2 794 768	x	x	23 065 272
Autres dépenses d'exploitation	x	214 198	195 904	x	x	1 602 931
Total - Dépenses d'exploitation	675 472	2 464 161	2 990 643	x	x	24 668 203
Marge bénéficiaire						
	137 328	633 346	841 191	x	x	3 825 733
(%)	16,9	20,4	22,0			13,4

TABLEAU 14. Indicateurs d'exploitation sélectionnés, du groupe 5133 du SCIAN, par province, 1998

	Terre-Neuve	île-du-Prince Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Établissements	7	5	17	7	75	154	12
Dépenses en immobilisations (Millions de dollars)							
Construction	x	x	46 534	x	505 806	923 863	x
Machinerie et outillage	x	x	79 486	x	1 026 503	1 583 845	x
Total - Dépenses en immobilisations	x	x	126 020	x	1 532 309	2 507 708	x
% des revenus d'exploitation	x	x	16,5	x	22,4	22,6	x
Emploi (personnes)							
Plein temps	x	x	x	x	17 099	29 149	x
Temps partiel	x	x	x	x	2 904	5 294	x
Total - Emploi	x	x	x	2 724	20 002	34 444	x
Coûts de la main-d'oeuvre (Millions de dollars)							
Traitements et salaires	x	x	x	x	1 076 222	1 834 266	x
Bénéfices	x	x	x	x	134 972	236 570	x
Total	x	x	x	x	1 211 194	2 070 836	x
Abonnés - Sans fil (nombres)							
Téléphonie mobile	x	x	139 148	x	958 397	2 150 227	188 710
Messagerie	x	x	x	x	540 012	497 751	20 269
Population (personnes)	543 970	137 115	937 330	753 885	7 331 970	11 426 050	1 138 689

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest/Nunavut	Canada
Establishments	11	34	53	x	x	381
Dépenses en immobilisations (Millions de dollars)						
Construction	67 500	260 994	334 571	x	x	2 180 550
Machinerie et outillage	x	533 756	592 662	x	x	4 268 404
Total - Dépenses en immobilisations	x	794 750	927 233	x	x	6 448 954
% des revenus d'exploitation	x	25,7	24,2	x	x	22,6
Emploi (personnes)						
Plein temps	x	9 287	12 035	x	x	83 278
Temps partiel	x	1 363	1 528	x	x	12 185
Total - Emploi	x	10 650	13 563	x	x	95 463
Coûts de la main-d'oeuvre (Millions de dollars)						
Traitements et salaires	x	535 349	578 607	x	x	4 787 691
Bénéfices	x	88 505	105 163	x	x	637 835
Total	x	623 854	683 770	x	x	5 425 526
Abonnés - Sans fil (nombres)						
Téléphonie mobile	x	736 166	842 995	x	x	5 354 133
Messagerie	x	95 208	213 255	x	x	1 504 371
Population (personnes)	1 026 244	2 923 205	4 005 856	x	x	30 323 114

TABLEAU 15. Indicateurs des ménages, par province, 1998

1998	Estimation du nombre de ménages (millions)	% des ménages équipés de téléphones				% des ménages équipés de téléphones cellulaires*
		Au moins un téléphone	Un	Deux	Trois ou plus	Au moins un téléphone
Canada	11,690	98,2	22,7	34,8	40,7	26,1
Terr-Neuve	195	96,9	21,6	36,9	38,4	14,4
Île-du-Prince-Édouard	52	98,7	25,6	37,8	35,3	14,6
Nouvelle-Écosse	363	97,3	21,2	34,6	41,5	21,5
Nouveau-Brunswick	287	98,8	24,6	42,0	32,2	18,8
Québec	3,051	97,6	25,1	36,3	36,2	16,6
Ontario	4,264	98,7	21,1	32,7	44,9	30,1
Manitoba	437	97,8	25,9	35,9	36,0	24,5
Saskatchewan	386	98,5	29,2	37,6	31,7	28,8
Alberta	1,061	98,6	15,3	34,3	49,0	37,6
C.-B. et Territoires	1,567	98,0	24,7	35,6	37,7	30,0

Source: Les habitudes de dépenses au Canada, Statistique Canada, 1998, N° 62-202-XIF au catalogue.

* Inclure les téléphones cellulaires pour utilisation personnel. Exclure les téléphones cellulaires fournis par les employés.

ÉTUDE SPÉCIALE

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Le secteur canadien des services de télécommunications

Part du marché et rendement - Faits et chiffres

par Haig McCarrell, Décembre 2000

Introduction

La déréglementation du secteur des télécommunications au Canada et l'environnement de plus en plus concurrentiel dans lequel évoluent ses participants ont créé une demande pour des données qui permettent de suivre le rendement du secteur dans un tel contexte de changements. Plus particulièrement, on désire mesurer la part du marché détenue par les divers segments du secteur des télécommunications, par les différents types de branches d'activité¹, par les fournisseurs ainsi que par les petites et moyennes entreprises (PME).

Grâce à l'introduction en 1997 de l'*Enquête annuelle sur les fournisseurs de services de télécommunications* (qui permet de recueillir des renseignements auprès de tous les types de fournisseurs de services de télécommunications, petits et grands), on a pu, pour la première fois, analyser la part du marché en fonction de statistiques officielles. Le présent document met l'accent sur l'analyse des parts du marché selon des groupes de fournisseurs et la taille des entreprises. Il s'agit d'un suivi de l'analyse initiale du marché du secteur des télécommunications présentée dans la publication *Télécommunications au Canada* de 1997 (n° 56-203 au catalogue).

Alors que celles-ci présentent les fournisseurs de services de télécommunications regroupés en classes selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)¹, nous regroupons les mêmes entreprises en groupes de fournisseurs qui facilitent le traitement des questions susmentionnées. Les fournisseurs de services ont été classés comme suit :

- ◆ les titulaires par fil,
- ◆ les entrants par fil,
- ◆ les fournisseurs de services de téléphonie mobile (compagnies de cellulaires),
- ◆ le secteur de la radiomessagerie,
- ◆ tous les autres fournisseurs de services.

Cette « classification des fournisseurs » peut être rapprochée au secteur des télécommunications du SCIAN. Par exemple, l'industrie des télécommunications par fil (SCIAN 51331) comprend les entreprises de télécommunications - titulaires et entrants - propriétaires des installations. La classification distingue les titulaires et les entrants par fil et ajoute au dernier groupe les revendeurs par fil (soit une partie de l'industrie des revendeurs de services de télécommunications - SCIAN 51333), ce qui donne un portrait global des entrants par fil.

Le secteur des télécommunications sans fil du SCIAN comprend les compagnies de cellulaires (cellulaires, SCP, SRMS et entreprises de services de radiotéléphonie mobile automatique), les compagnies de radiomessagerie et les sociétés exploitantes de radiocommunications. Le premier groupe constitue un groupe autonome de fournisseurs et le deuxième groupe (les radiomessagers) a été combiné aux revendeurs de services de radiomessagerie (soit une partie des revendeurs visés à la classe 51333 du SCIAN) afin d'obtenir un portrait de l'industrie de la radiomessagerie. Tous les autres fournisseurs de services s'inscrivent dans la dernière catégorie de fournisseurs. Il s'agit principalement des fournisseurs d'installations de télécommunications par satellite et des revendeurs de services de télécommunications par satellite.

L'autre regroupement analytique d'importance que nous avons utilisé est défini selon la taille des fournisseurs de services établie en fonction de leurs revenus d'exploitation :

- ◆ grande entreprise (revenus supérieurs à 100 millions de dollars),
- ◆ moyenne entreprise (revenus se situant entre 10 millions et 100 millions de dollars),
- ◆ petite entreprise (revenus inférieurs à 10 millions de dollars)

Le présent document examine aussi de près les

¹ Pour une analyse complète du secteur des télécommunications, consultez les publications n°s 56-203 (statistiques annuelles) et 56-002 (statistiques trimestrielles) au catalogue de Statistique Canada.

² Pour de plus amples renseignements sur le SCIAN, consultez la publication n° 12-501-XPF au catalogue de Statistique Canada.

marchés de l'interurbain et de la radiomessagerie, deux des marchés les plus compétitifs du secteur. Quand c'est possible, nous avons comparé les résultats de 1998 aux résultats inscrits en 1997. Lorsque nous avons voulu faire des comparaisons directes entre 1997 et 1998, nous nous sommes principalement butés au fait que l'industrie est passée d'un cadre comptable réglementaire à un cadre comptable fondé sur les principes comptables généralement reconnus (PCGR). Nous n'avons donc pu établir de comparaisons qu'à

l'égard de données cohérentes entre les périodes de déclaration.

Part de marché des fournisseurs

En 1998, le secteur des télécommunications a procuré des **revenus** de près de 28,5 milliards de dollars. Le segment par fil de l'industrie a généré des revenus de 23,7 milliards de dollars — 20,5 milliards de dollars par les titulaires (86,5 % du total du segment par fil) et

TABLEAU 1. Sstatistiques clés - Par type de fournisseurs

Type de fournisseurs	Par fil			Radio-messagerie	Résiduel	Total
	Titulaires	Entrants	Cellulaire			
Nombre d'unités reporté	59	99	25	42	15	240
	(en milliers de \$)					
Revenus d'exploitation	20,465,950	3,204,732	4,195,270	192,973	435,011	28,493,936
Dépenses d'exploitation	16,187,805	3,493,099	4,377,368	193,743	416,188	24,668,203
Bénéfice d'exploitation (perte)	4,278,145	(288,367)	(182,098)	(770)	18,823	3,825,733
Bénéfice net (perte)	1,085,647	(650,475)	(739,509)	(13,901)	(10,477)	(32,871)
Coût de la main-d'oeuvre	4,207,478	467,698	613,977	47,436	88,937	5,425,526
Dépenses en immobilisations	3,536,919	1,113,101	1,423,867	28,236	346,831	6,448,954
Actifs	31,810,807	6,793,417	6,716,205	228,320	1,443,035	46,991,784
Capitaux propres	13,012,580	1,539,282	(1,151,701)	(35,344)	386,702	13,751,519
	(personnes)					
Employés (plein temps et temps partiel)	72,642	8,666	11,905	934	1,316	95,463
Employés (ETP)	69,047	8,314	11,307	903	1,303	90,874
Statistiques et ratios d'exploitation	(%)					
Marge bénéficiaire d'exploitation	20,9	(9,0)	(4,3)	(0,4)	4,3	13,4
Marge bénéficiaire nette	5,3	(20,3)	(17,6)	(7,2)	(2,4)	(1,2)
Unités déclarant des bénéfices d'expl.	98,3	51,5	72,0	52,4	46,7	65,0
Unités déclarant un bénéfice net	91,5	48,5	68,0	50,0	46,7	61,3
Coût de la main-d'oeuvre (% des revenus d'exploitation)	20,6	14,6	14,6	24,6	20,4	19,0
Dépenses en immobilisations (% des revenus)	17,3	34,7	33,9	14,6	79,7	22,6
	(\$/ETP)					
Rémunération moyenne	60,936	56,254	54,301	31,269	68,256	59,704
Rendement par employé	296,406	385,451	371,028	213,770	333,969	313,554
Concentration	(%)					
10 principaux déclarants de revenus (% du total des revenus)	94,3	91,3	92,9	92,2	99,1	78,4
Parts des fournisseurs (% du total du secteur)						
Nombre d'unités déclarantes	24,6	41,3	10,4	17,5	6,3	100,0
Revenus d'exploitation	71,8	11,2	14,7	0,7	1,5	100,0
Dépenses d'exploitation	65,6	14,2	17,7	0,8	1,7	100,0
Employés (ETP)	76,1	9,1	12,5	1,0	1,4	100,0
Coût de la main-d'oeuvre	77,5	8,6	11,3	0,9	1,6	100,0
Dépenses en immobilisations	54,8	17,3	22,1	0,4	5,4	100,0
Actifs	67,7	14,5	14,3	0,5	3,1	100,0
Capitaux propres	94,6	11,2	(8,4)	(0,3)	2,8	100,0

3,8 milliards de dollars par les entrants (entreprises et revendeurs de télécommunications propriétaires des installations). À ce jour, les entrants ont connu une croissance et représentent maintenant 13,5 % du marché des télécommunications par fil et 11,2 % de l'ensemble du secteur.

La plupart des revenus du groupe des entrants proviennent maintenant des entreprises alternatives de télécommunications propriétaires des installations, alors qu'au début, l'activité des entrants, en grande partie, était la revente. L'importance des entrants propriétaires des installations (actif) par rapport aux entrants non propriétaires des installations se reflète dans l'augmentation de leur part des **actifs** dans les services de télécommunications par fil, même l'an dernier. Entre 1997 et 1998, le total des actifs du segment par fil a augmenté de 5 %. Au même moment, la part des entrants du total des actifs du segment par fil est passée de 9,9 % à 17,6 %. Leur part des actifs dépasse de 30 % leur part des revenus correspondante. On constate que de plus en plus les nouveaux actifs sont financés par des capitaux propres plutôt que par une dette : la part des entrants des capitaux propres des services de télécom-munications par fil a également augmenté, passant de 5,8 % à 10,6 % du total.

L'augmentation des actifs est directement liée à la hausse des **dépenses en immobilisations**, qui caractérise de façon importante les entrants, dont bon nombre investissent considérablement dans leurs réseaux. Les titulaires par fil représentent près de 55 % des dépenses en immobilisations du secteur des télécommunications. Cela correspond à 17,3 % de leurs revenus d'exploitation. Par comparaison, la part de 17,3 % des entrants par fil des dépenses en immobilisations de l'ensemble du secteur représente 34,7 % de leurs revenus. Bien que les dépenses élevées des titulaires soient attribuables aux efforts qu'ils déploient pour se tenir au fait des changements technologiques, les entrants, quant à eux, ont du mal à établir une présence dans les territoires d'exploitation des titulaires.

Les investissements de capitaux et la part des actifs résultante des entrants n'ont pas rapporté dans le résultat net de ceux-ci en 1998. Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté de 4,6 % pour atteindre près de 4,3 milliards de dollars dans le cas des titulaires, mais a accru le déficit des entrants. Les pertes de ceux-ci ont doublé, passant de -143,7 milliards de dollars en 1997 à -288,4 milliards de dollars en 1998.

L'autre fournisseur principal de services de télécommunications est le **secteur de la téléphonie mobile**. Ces services constituent un concurrent direct potentiel aux services par fil fixes (ou un remplaçant). À ce jour, il semble que ces produits aient été un complément aux services de télécommunications fixes

plutôt qu'ils ne les ont remplacés, ce qui a conduit à une expansion globale du marché des services de télécommunications. D'après la plupart des mesures selon la taille, les fournisseurs de services de téléphonie mobile occupent le deuxième rang au chapitre des fournisseurs de services de télécommunications au Canada. Les compagnies de téléphonie mobile représentent 14,7 % (soit 4,2 milliards de dollars) du total des revenus du secteur et 12,4 % des employés du secteur (équivalents temps plein). Ce groupe a déclaré d'importants investissements en 1998, consacrant un peu plus de 1,4 milliard de dollars à l'acquisition de biens d'équipement et à la construction — un chiffre qui équivaut à un tiers des revenus du groupe. Même si ce groupe a des revenus qui dépassent de 30,9 % ceux des entrants par fil, le total des actifs des deux groupes de fournisseurs est presque le même (soit 6,7 milliards de dollars). Les capitaux propres du secteur de la téléphonie mobile sont toutefois négatifs (soit - 1,2 milliard de dollars), reflétant les pertes comptabilisées de 1998 et 1997.

Dans l'ensemble, les **dix principaux fournisseurs de services** représentent 78,4 % du total des revenus du secteur, soit une augmentation marginale par rapport à l'an dernier alors que les dix principaux fournisseurs représentaient 77,3 % du total des revenus. Conformément aux résultats de l'an dernier, les parts du segment du marché prises individuellement sont passablement concentrées. Plus de 90 % des revenus reviennent aux dix principales entreprises des groupes suivants : titulaires par fil, entrants par fil, compagnies de cellulaires, radiomessagers et marché secondaire.

Chaque groupe du marché a déclaré des résultats similaires ou de faibles augmentations en **concentration** en fonction de cette mesure à l'exception des compagnies de cellulaires, dont la part des revenus totaux des dix principaux fournisseurs a baissé, passant de 96,6 % à 92,9 %. La part du marché la plus concentrée est celle du groupe secondaire (principalement les fournisseurs de services par satellite) dont les dix principaux fournisseurs représentent 99,1 % des revenus.

Un niveau élevé de concentration ne garantit pas la rentabilité. Même si tous les segments du marché sont hautement concentrés sensiblement de la même façon, il n'y a qu'environ la moitié des entrants par fil, des entreprises de radiomessagerie et de services de télécommunications par satellite qui ont un bénéfice d'exploitation positif en 1998. Par contraste, il est frappant de constater que 98,3 % des entreprises titulaires et 72 % des compagnies de cellulaires ont été rentables. Le nombre comparativement élevé d'unités rentables dans le segment des compagnies de cellulaires a encore entraîné des pertes globales pour le groupe de l'ordre de 182 millions de dollars

comparativement aux titulaires par fil qui ont déclaré des bénéfices d'exploitation de 4,2 milliards de dollars.

Le secteur des télécommunications est un employeur important. Au total, on y compte 95 463 employés, soit environ 90 874 équivalents temps plein (ETP). La proportion des **employés** des entreprises titulaires est supérieure à leur part de l'activité du marché. Cela peut être attribuable aux réalités d'exploitation de ce segment du marché. Les entreprises alternatives de services de télécommunications par fil, qui disposent

d'une infrastructure similaire à celle des titulaires, ont déclaré une part du nombre total d'employés (9,1 %) inférieure à leur part du total des revenus d'exploitation (11,2 %).

Taille des entreprises - Part du marché et rendement

A l'instar de la plupart des industries de télécommunications dans le monde, le secteur des

TABLEAU 2. Statistiques clés - Par taille des entreprises

Type de fournisseurs	Grandes > 100 Millions \$	Moyennes > 10 millions \$ to 100 millions \$	Petites 10 millions \$ et moins	Total
Nombre d'unités déclarantes	27	43	170	240
(en milliers de \$)				
Revenus d'exploitation	26,658,279	1,546,481	289,176	28,493,936
Dépenses d'exploitation	22,436,648	1,915,682	315,873	24,668,203
Bénéfice d'exploitation	4,221,631	(369,201)	(2,669)	3,825,733
Revenu net	346,697	(644,271)	(31,141)	(328,715)
Coût de la main-d'oeuvre	5,043,616	323,192	58,718	5,425,526
Dépenses en immobilisations	5,110,901	1,299,976	38,077	6,448,954
Actif	41,109,230	5,152,666	729,888	46,991,784
Capitaux propres	12,967,727	487,174	296,618	13,751,519
(personnes)				
Employés (Plein temps et temps partiel)	86,611	7,439	1,413	95,463
Employés (ETP)	82,256	7,144	1,305	90,705
(%)				
Statistiques et ratios d'exploitation				
Marge bénéficiaire d'exploitation	15,8	(23,9)	(9,2)	13,4
Marge bénéficiaire nette	1,3	(41,7)	(10,8)	(1,2)
Unités déclarant des bénéfices d'expl.	77,8	60,5	64,1	65,0
Unités déclarant un bénéfice net	55,6	65,1	61,2	61,3
Coût de la main-d'oeuvre (% des revenus d'exploitation)	18,9	20,9	20,3	19,0
Dépenses en immobilisations (% des revenus)	19,2	84,1	13,2	22,6
(\$/ETP)				
Rémunération moyenne	61,316	45,240	44,995	59,704
Rendement par employé	324,090	216,462	221,590	313,554
(%)				
Taille des entreprises par groupes partagés				
(% total du secteur)				
Nombre d'unités déclarantes	11,3	17,9	70,8	100,0
Revenus d'exploitation	93,6	5,4	1,0	100,0
Dépenses d'exploitation	91,0	7,8	1,3	100,0
Employés (ETP)	90,7	7,9	1,4	100,0
Coût de la main-d'oeuvre	93,0	6,0	1,1	100,0
Dépenses en immobilisations	79,3	20,2	0,6	100,0
Actif	87,5	11,0	1,6	100,0
Capitaux propres	94,3	3,5	2,2	100,0

télécommunications au Canada est dominé par les grands fournisseurs de services qui détiennent un monopole territorial. L'ouverture du marché des télécommunications à la concurrence a permis aux petites entreprises d'y jouer un rôle plus actif. Le tableau ci-après présente des statistiques financières et des statistiques d'exploitation de base selon la taille des entreprises.

Près de neuf entreprises sur dix dans le secteur des télécommunications sont de petite ou moyenne taille — petites et moyennes entreprises (PME). La plupart des PME se classent dans l'une des catégories suivantes : compagnies de téléphone locales indépendantes, entreprises indépendantes de radiomessagerie, revendeurs de services par fil et revendeurs de services par satellite. Leur présence est surtout notable dans la branche des *revendeurs* où elles interviennent pour 74 % des revenus totaux. À l'autre extrémité du spectre, les PME n'ont généré que 2,2 % du total des revenus des entreprises de télécommunications par fil propriétaires des installations.

Malgré leur nombre élevé, les PME ont totalisé seulement 6,4 % des revenus du secteur et ont embauché 9,3 % de l'effectif total du secteur des télécommunications. Cela se traduit par un rendement par employé qui est environ un tiers inférieur à celui des grandes entreprises. La productivité inférieure se manifeste également dans une rémunération par employé inférieure, environ 26 % de moins que celle des grandes entreprises.

Les bénéfices d'exploitation et les revenus nets des PME étaient dans le rouge en 1998 comme c'était le cas en 1997. Pour 1998, les pertes d'exploitation ont augmenté, passant de 245 millions de dollars à 396 millions de dollars. Par comparaison, les grandes entreprises ont inscrit des bénéfices d'exploitation en 1998 et en 1997, bénéfices qui ont toutefois baissé par rapport à 1997 (4,6 milliards de dollars par rapport à 4,2 milliards de dollars). En 1998, les bénéfices d'exploitation des grandes entreprises correspondaient à 15,8 % de leurs revenus d'exploitation, tandis que la marge des PME était de -10,3 %.

Le portrait des bénéfices à micro-échelle diffère du portrait des bénéfices à macro-échelle (totalisation) et est plus complexe en 1998 qu'en 1997. Alors que l'an dernier, plus l'entreprise était petite, moins elle était susceptible d'être rentable, en 1998, les grandes entreprises étaient encore les plus susceptibles d'enregistrer des bénéfices d'exploitation, mais les petites entreprises étaient plus susceptibles de déclarer des bénéfices d'exploitation que les moyennes entreprises.

Le nombre d'entreprises déclarant des bénéfices d'exploitation cette année a chuté dans toutes les

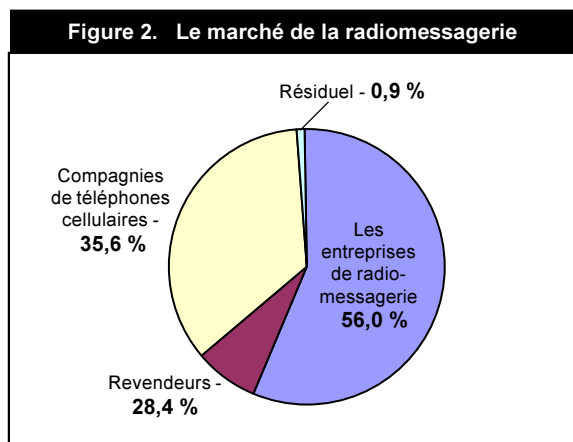
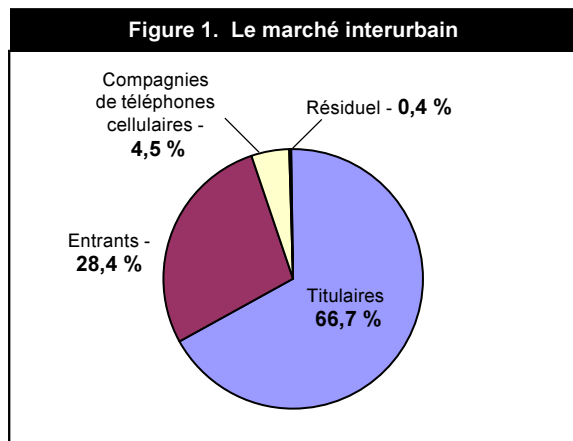
catégories, mais le plus nettement pour les grandes entreprises. Au total, 77,8 % des grandes entreprises ont déclaré des bénéfices d'exploitation en 1998 comparativement à 95,7 %, en 1997. Les valeurs correspondantes pour les petites et moyennes entreprises étaient 60,5 % et 64,1 %, respectivement, cette année, comparativement à 68,6 % et 66,1 %, respectivement, en 1997.

Le bénéfice net selon la taille de l'entreprise est aller à contre courant du bénéfice d'exploitation. Les moyennes entreprises se sont avérées les plus rentables (65,1 %), suivies des petites entreprises (61,2 %) et finalement des grandes entreprises (55,6 %). Le bénéfice net reflète l'activité hors exploitation et est plus susceptible d'être plus volatile que le bénéfice d'exploitation, ce qui fait qu'on ne peut pas considérer ces résultats comme le reflet d'une quelconque tendance.

Le secteur des télécommunications est en pleine période de transition puisqu'il poursuit sa restructuration. On peut le constater de manière évidente par le fait que les dépenses en capital des moyennes entreprises représentaient 84,1 % de leurs revenus. Ces entreprises, de même que leurs investisseurs, anticipent manifestement une croissance qui justifierait ce niveau de dépenses. Par comparaison, les dépenses en immobilisations des petites et grandes entreprises comptaient pour 19,2 % et 13,2 % de leurs revenus.

Le marché interurbain

Le marché des télécommunications interurbaines au Canada a généré un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de dollars en 1998, ce qui représente 26,5 % de tous les revenus gagnés par les fournisseurs de services de télécommunications. Ce marché a été et continue d'être le pivot du nouvel environnement concurrentiel dans le secteur des télécommunications. Avant 1992, ce marché était presque entièrement l'apanage des compagnies de téléphone locales par fil. En 1998, leur part était tombée à 66,7 %, presque la même chose qu'en 1997 (alors que la part des titulaires était de 66 %). Les fournisseurs alternatifs de services par fil (entrants) ont déclaré une part de 28,4 % (soit une baisse par rapport à la part enregistrée de 30 % en 1997) alors que les fournisseurs de services sans fil ont accru leur part, la faisant passer de 4 % à 4,5 % (une part résiduelle de 0,4 % est attribuée aux entreprises de télécommunications par satellite et aux autres compagnies).



Le marché de la radiomessagerie

Le marché de la radiomessagerie au Canada a augmenté d'un peu plus de 15 % par rapport à l'an dernier et ses revenus sont évalués à 258,4 millions de dollars en 1998. Les entreprises de radiomessagerie ont occupé la plus grande part de ce marché (56 %), suivies des compagnies de téléphonie cellulaire (35,6 %) et des revendeurs de services de radiomessagerie (28,4 %). Un montant résiduel de 0,9 % a été déclaré par des compagnies dont l'activité principale se situe dans d'autres industries des télécommunications.

Conclusion

Le secteur des télécommunications au Canada a connu une évolution rapide depuis la libéralisation du marché au Canada. De nouveaux participants se sont joints au secteur, des entreprises existantes ont fusionné et inévitablement d'autres participants y prendront part. En grande partie, compte tenu du partenariat établi entre Industrie Canada et Statistique Canada visant à remanier l'ancienne enquête sur le téléphone, il est possible d'évaluer l'importance relative de tous ces participants.

Pour pouvoir mieux comprendre l'état de la concurrence sur le marché, on compte pouvoir s'appuyer également sur des indices de concurrence provinciaux établis à l'égard de divers segments du marché, produits et regroupements d'entreprises selon leur taille. Les décideurs et les analystes pourront ainsi mieux suivre la nature changeante du secteur, les répercussions économiques et la part du marché des différents types d'entités, ainsi que leur rendement individuel par rapport à d'autres participants de ce secteur d'activité.

AU SUJET DE L'ENQUÊTE

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Objectif de l'enquête

L'Enquête sur les fournisseurs de services de télécommunications vise à recueillir des données financières et d'exploitation pour mesurer et analyser des statistiques sur l'industrie des télécommunications. Ces données sont regroupées pour produire des estimations de la production économique nationale et, quand c'est possible, provinciale et régionale au Canada, de même que des estimations de l'activité par branche d'activité. Ces estimations sont utilisées par :

- les administrations publiques pour planifier les programmes et les politiques au niveau national et régional,
- le secteur privé pour mesurer le rendement de l'industrie et pour développer des marchés,
- les organisations internationales de télécommunications, le grand public et les parties susmentionnées pour mieux
- comprendre le rôle de ce secteur dans le tissu social et économique du Canada.

Champ de l'enquête

Cette enquête constitue un recensement des établissements commerciaux au Canada dont les revenus proviennent principalement de la prestation de services de télécommunications (transmission de la voix, de données, de textes, d'images et de vidéos). Ces entreprises peuvent aussi fournir des services comportant un lien étroit avec les services de télécommunications, comme la publication d'annuaires, la location et la vente d'équipement, l'installation d'équipement, les services-conseils, etc.

L'univers cible de l'enquête correspond aux entreprises classifiées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour l'activité économique des télécommunications (5133).

Cette activité est répartie en cinq branches de télécommunications : par fil (51331); sans fil (51332); revendeurs (51333); satellite (51334) et autres (51339)¹.

Le secteur des entreprises de télécommunications par fil comprend des compagnies de téléphone titulaires comme Bell Canada et SaskTel; des fournisseurs parallèles qui exploitent leurs propres installations, comme les services interurbains AT&T et les fournisseurs d'accès concurrentiels, comme Fundy Telecom; et des fournisseurs indépendants, comme Prince Rupert Telephones, Ontario Northland et la Co-op de Téléphone de Valcourt. Les entreprises de télécommunications sans fil se divisent en entreprises de téléphonie cellulaire, comme Rogers CantelAT&T, Telus Mobility, Sogetel Mobilité et Thunder Bay Cellular, et en entreprises de radiomessagerie, comme Pagemart et Northstar. Les revendeurs revendent des services de télécommunications par fil et sans fil, comme des services de téléphonie et de radiomessagerie pour les interurbains. Les revendeurs comprennent également des compagnies de services à un seul routeur et des compagnies de services régionaux étendus. La revente de services par satellite ne fait pas partie du secteur des revendeurs, mais plutôt du secteur des télécommunications par satellite, comme le télécommunicateur par satellite, TéléSAT Canada. Dernièrement, on classe les entreprises qui ne s'inscrivent pas clairement dans l'un des groupes susmentionnés dans le groupe des «Autres» entreprises de télécommunications.

¹ Le SCIAN est le système de classification, qui a été élaboré conjointement par le Canada, les États-Unis et le Mexique, afin de refléter la structure industrielle de l'économie nord-américaine pour l'année de référence 1997. Les unités déclarantes sont classifiées selon leur activité principale et la technologie qu'elles utilisent principalement. Ce système permettra une classification plus complète des industries que l'ancienne Classification type des industries (CTI) de 1980. Pour plus de détails au sujet du SCIAN et pour une concordance entre ce dernier et la CTI à tous les niveaux, consultez la publication 12-501-XPf de Statistique Canada, numéro 97001.

Le secteur des télécommunications par fil comprend les établissements dont l'activité principale est l'exploitation et l'entretien d'installations de commutation et de transmission permettant d'assurer des communications directes par le biais de lignes terrestres, de liaisons hyperfréquences ou par une combinaison de lignes terrestres, de liaisons hyperfréquences et de liaisons par satellite.

Le secteur des télécommunications sans fil comprend les établissements dont l'activité est l'exploitation et l'entretien d'installations de commutation et de transmission servant à assurer des communications directes par le biais des ondes, y compris les services de téléphonie cellulaire, les services de communications personnelles, les services de radiocommunications mobiles spécialisés (SRMS) et les services de messagerie (radiomessagerie).

Un fournisseur de services de télécommunications est un revendeur dont l'activité principale est l'achat d'accès et de capacités de réseau auprès de propriétaires et d'exploitants de réseaux de télécommunications et la revente de services de télécommunications à leurs clients.

Le secteur des télécommunications par satellite comprend les établissements dont l'activité principale consiste à exploiter et à entretenir des installations de télécommunications par satellite fixes et mobiles servant à la transmission de la voix, de données, de textes, du son et de vidéos en temps réel. Sont également compris les revendeurs de services de télécommunications par satellite.

« Autres » inclut les secteurs fournissant des services de télécommunications non énumérés ci-dessus (p. ex., télémessure, repérage des satellites, exploitation de stations radar).

Le tableau suivant donne le nombre de répondants à l'Enquête annuelle sur les fournisseurs de services de télécommunications, selon la catégorie du SCIAN à cinq chiffres :

Catégorie du SCIAN	Code du SCIAN	Nombre de répondants	
		1997	1998
Services aux entreprises de télécommunications par fil	51331	67	68
Services aux entreprises de télécommunications sans fil	51332	60	65
Revendeurs de services de télécommunications	51333	110	96
Satellite et Autres services de télécommunications	51334/9	17	11
Total	5133	254	240

Le champ d'application de l'enquête remaniée s'est considérablement élargi par rapport aux années antérieures. En 1997, on a recueilli, pour la première fois, des données sur les revendeurs, les fournisseurs de services de télécommunications par satellite et les compagnies de radiomessagerie (qui font partie du secteur des télécommunications sans fil), et les entreprises de radiocommunications (services de dépêche) sont venus s'ajouter pour l'année de référence 1998. Ce dernier changement n'a pas fait augmenter beaucoup la base de sondage, étant donné que la plupart des entreprises qui fournissent ces services offrent aussi des services autres que de télécommunications, lesquels ont tendance à prédominer, ce qui fait que ces entreprises ne sont pas admissibles à l'enquête.

Méthodologie d'enquête

Le présent rapport se fonde sur les données recueillies dans le cadre de l'Enquête annuelle sur les fournisseurs de services de télécommunications, un recensement de toutes les entreprises de prestation de services de télécommunications (entreprises publiques et privées, y compris les coopératives, les municipalités et les sociétés sous contrôle étranger qui sont exploitées au Canada). Cette nouvelle enquête sur les télécommunications est le résultat d'un processus de remaniement visant à tenir compte des changements apportés à la réglementation et des modifications subies par le marché, ainsi que des innovations technologiques et statistiques des deux dernières décennies. Ce processus a été réalisé de concert avec un groupe consultatif composé de représentants de la branche d'activité, du monde universitaire et du gouvernement, puis mis à l'essai par tous les principaux fournisseurs de services de télécommunications. Cette

enquête remplace l'enquête annuelle sur le téléphone, conçue en 1971 et mise à jour en 1987, qui ne visait que le secteur des télécommunications par fil.

Comme la nouvelle enquête avait pour but de couvrir l'ensemble de la branche des télécommunications définie en fonction du nouveau SCIAN, il a fallu établir un nouvel univers d'enquête élargi. Celui-ci a été élaboré à partir du Registre des entreprises et des programmes d'enquête sur les télécommunications de Statistique Canada, des listes d'inscription du CRTC, des bases de données d'octroi de licences d'Industrie Canada, des annuaires de l'industrie et des publications spécialisées. Plusieurs milliers d'entreprises ont été vérifiées : les activités de chaque entreprise ont été vérifiées au téléphone et sont assujetties régulièrement à des mises à jour.

Pour la plupart des entreprises de télécommunications, l'exercice standard est l'année civile. Compte tenu du nouveau véhicule d'enquête, de la nouvelle gestion d'enquête et du nouveau système de traitement des données, les enquêtes n'ont pas été envoyées par la poste avant l'été de 1998. La plupart des entreprises ont envoyé leurs réponses par la poste ou par télécopieur, même si dans le cas de certains petits exploitants, les données ont été recueillies au téléphone. On a consulté les dossiers fiscaux dans le cas de certaines entreprises qui ne pouvaient pas respecter les échéances de déclaration. La première diffusion provisoire a eu lieu en mars 2000 pour les télécommunications sans fil, et les données pour l'ensemble des classes du SCIAN ont été diffusées en août 2000.

L'enquête a été menée à partir de huit questionnaires, une version longue ou détaillée pour les grandes entreprises, et une version abrégée pour les petites entreprises, dans le cas des fournisseurs de service de télécommunications par fil et sans fil, et un questionnaire pour chacune des classes suivantes : revendeurs, télécommunications par satellite, entreprises de radiocommunications et radiomessagerie et autres. Les répondants devaient remplir toutes les sections qui s'appliquent à leurs activités. Le questionnaire comprenait dix modules devant donner une image complète des activités de chacune des entreprises : les revenus d'exploitation, les dépenses d'exploitation, l'état des résultats, le bilan, l'état des bénéfices non répartis, les dépenses en immobilisations, l'emploi, le commerce international (de services), l'infrastructure de réseau et l'utilisation. Une annexe leur permettant de faire état de renseignements provinciaux a été fournie aux entreprises ayant des activités (c.-à-d. des employés) dans plus d'une province ou d'un territoire.

Survey questionnaires can be seen at our website: www.statcan.ca/english/concepts/pdf/science.htm and clicking on the appropriate telecommunications surveys. Only long versions of the annual are available at the website, but all the telecommunications questionnaires are derived from these two forms.

Qualité et limite des données

Statistique Canada ne contrôle pas les sources de données. Les données fournies par les répondants au sujet de leurs finances et de leurs systèmes d'exploitation sont considérées comme de bonne qualité. La collecte et la vérification de suivi des questionnaires d'enquête a donné lieu à près de 1 800 communications (appels téléphoniques, lettres, télécopies et messages électroniques). Malgré les efforts faits pour obtenir des réponses complètes, on a dû faire face à des cas de non-réponse complète ou partielle. Dans ces cas, on a consulté les dossiers fiscaux pour obtenir les données manquantes et, lorsque cela n'était pas possible, les données ont été imputées à partir des résultats obtenus pour des répondants qui exploitent des entreprises ayant des caractéristiques similaires à celles des entreprises qui n'ont pu répondre, ou à partir de données connexes fournies par le répondant. On a principalement imputé des données pour les répondants moins importants dont les activités ont des répercussions limitées sur les résultats agrégés.

La plupart des répondants qui ont déclaré des activités dans plus d'une province ou d'un territoire ont pu fournir des données désagrégées par province, comme on le leur avait demandé. Dans certains cas, des renseignements provinciaux manquants, sur les revenus d'exploitation et les coûts de la main-d'oeuvre, ont été trouvés dans les dossiers fiscaux. À partir de ces données, d'autres variables manquantes ont été estimées. Le tableau qui suit montre la proportion de l'activité totale du secteur pour certaines variables qui est attribuable à l'enquête ou aux sources administratives, ou qui a été imputée.

Les données annuelles publiées avant 1997 ne sont pas nécessairement comparables aux données de la présente publication, en raison des changements apportés à la classification du secteur conformément au SCIAN, de même que des changements apportés à la base de sondage en vue d'élargir le champ de l'enquête. En 1997, on a recueilli pour la première fois des données sur les télécommunications par satellite et les revendeurs, des données sur les fournisseurs d'accès concurrents et parallèles dans le secteur des télécommunications par fil, ainsi que des données sur les nouvelles entreprises de téléphonie mobile et entreprises de radiomessagerie dans le secteur des télécommunications sans fil. De façon générale, les

données financières agrégées et l'infrastructure de réseau se rapportant aux lignes d'accès et aux abonnés à des services de télécommunications sans fil sont conformes aux concepts utilisés les années antérieures.

À partir de 1998, les répondants ont déclaré leurs opérations à l'intérieur du secteur (interconnexion et contribution) sur une base brute plutôt que nette. C'est pourquoi il est impossible de comparer le total des revenus d'exploitation et le total des dépenses d'exploitation entre 1998 et les années précédentes. Le revenu net, de même que les revenus et les dépenses

Description de la cellule	Source des données (%)		
	Enquête	Données administratives	Imputation
Total des revenus de l'interurbain - Niveau national	97,45	-	2,55
Total des revenus de l'interurbain - Niveau provincial	94,35	-	5,65
Total des revenus d'exploitation - Niveau national	99,46	0,52	0,02
Total des revenus d'exploitation - Niveau provincial	92,95	0,05	7,01
Abonnés de la télémessagerie - Niveau national	90,34	-	9,66
Abonnés de la télémessagerie - Niveau provincial	88,75	0,86	10,39
Total des dépenses d'exploitation - Niveau national	99,39	0,53	0,08
Total des dépenses d'exploitation - Niveau provincial	82,11	0,38	17,51
Équipement de commutation (actif) - Niveau national	96,74	-	3,26
Total de l'actif - Niveau national	99,51	0,48	0,01
Dépenses de construction - Niveau national	99,89	0,06	0,05
Dépenses de construction - Niveau provincial	84,30	0,06	15,59
Nombre total d'employés - Niveau national	98,72	0,04	1,23
Nombre total d'employés - Niveau provincial	93,70	0,29	6,01
Total des coûts en main-d'oeuvre - Niveau provincial	93,08	0,77	6,15
Lignes d'accès RTPC - Niveau national	99,81	-	0,19
Lignes d'accès RTPC - Niveau provincial	99,68	-	0,32

d'exploitation pour de nombreux postes de dépenses et activités liées aux biens et services, ne sont pas touchés, ni les autres variables relatives à l'emploi, aux dépenses en immobilisations, à l'état des résultats, au volume, au commerce international ou à l'infrastructure, qui peuvent être comparées sans problèmes aux résultats de l'an dernier.

La publication des données posent un autre problème, celui de la confidentialité. Plus la région géographique, la classe ou les autres caractéristiques sont limitées, plus la diffusion est problématique pour des raisons de confidentialité. Cela concerne en particulier la diffusion des détails provinciaux, mais aussi la diffusion de données selon les classes du SCIAN, d'où le regroupement du secteur des télécommunications par satellite (SCIAN 51334) et celui des autres fournisseurs (SCIAN 51339). Statistique Canada ne publie pas de données qui pourraient entraîner la divulgation, directement ou par recoupements, des renseignements sur les activités d'un répondant sans avoir obtenu au préalable une autorisation écrite de ce dernier.

Révisions

On procède périodiquement à des révisions pour tenir compte des données corrigées. Des révisions s'imposent quand un nombre accru de données complètes sont disponibles, ou quand les répondants communiquent avec Statistique Canada pour signaler des erreurs dans les données qu'ils ont déjà déclarées. Du fait que l'enquête remaniée est effectuée pour la deuxième fois en 1998, on s'attend à ce que les révisions soient moins nombreuses que pour les résultats de 1997, lesquels devront être revus en fonction de ceux de cette année.

GLOSSAIRE DES TERMES

Abonné. Client du service de télécommunication avec ou sans fil ayant un seul l'accès au réseau téléphonique public commuté (RTPC). (*Subscriber*)

Accès à large bande. Liaisons bidirectionnelles à haut débit entre les réseaux de l'utilisateur final et du fournisseur (par exemple centraux) telles que les systèmes hybrides fibre optique-câble coaxial, fibre optique jusqu'au trottoir et fibre jusqu'au domicile pour les abonnés du services de résidence, fonctions dont la vitesse dans au moins une des directions est supérieure à 1,544 Mbit/s. (*Broadband access*).

Appels ou messages de départ en provenance du Canada. Appels téléphoniques ou messages interurbains en provenance et à destination du Canada, des États-Unis ou d'un pays d'outre-mer (pays étrangers autres que les États-Unis). (*Calls/ messages, outbound*)

Appels ou messages d'arrivée internationaux à destination du Canada. Appels téléphoniques ou messages interurbains en provenance des États-Unis ou d'un pays d'outre-mer (pays étrangers autres que les États-Unis) et à destination du Canada. (*Calls/ messages, International incoming*)

Autres accès (Réseau téléphonique public commuté). Lignes d'accès par fin non précisées ci-dessus, par exemple, les lignes WATS, les lignes d'accès mobiles (n'inclus pas les abonnés à la téléphonie mobile). (*PSTN, Other access lines*)

Autres fournisseurs de services intercirconscriptions (AFSI). Les compagnies non titulaires (ou entrants) possédant ou non leurs équipements (revendeurs) afin d'offrir les services de télécommunications interurbaines. (*Alternative providers of long distance services*).

Autres services de télécommunication. Établissements dont l'activité principale consiste à assurer des services de télécommunications spécialisés tels que le repérage par satellites, la télémétrie et l'exploitation de station radar. Comprend également les établissements dont l'activité principale est de fournir des stations terminales de satellites et des installations connexes reliées à un ou à plusieurs systèmes terrestres et pouvant transmettre à des systèmes de satellites et recevoir des transmissions de ces systèmes. (*Telecommunication, other*)

Avantages sociaux. Cotisations de l'employeur versées aux régimes de pension, aux régimes d'assurance-maladie et autres régimes d'aide sociale, à l'assurance-emploi, au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec et à l'indemnisation des travailleurs. Ne sont pas inclus les avantages non imposables offerts par un employeur comme les cotisations à un régime de soins médicaux privé, les équipements récréatifs, les dépenses de déménagement et certains services de consultation pour les employés. Font partie des **coûts de la main-d'œuvre**. (*Fringe benefits*)

Bande étroite (SCP). Un système de télécommunication dans la bande de fréquence de 900 MHz offrant des services de radiomessagerie unidirectionnelle ou bidirectionnelle. Ce service fait appel à la technologie de transmission numérique sur des radiocanaux de 50 KHz (kilohertz) ou moins. (*Narrowband PCS*)

Bénéfice d'exploitation. Total des revenus d'exploitation moins le total des dépenses d'exploitation. (*Operating profit*)

Bénéfiquement avant impôt sur le revenu. L'écart entre les revenus totaux (revenus d'exploitation et revenus hors exploitation) et les dépenses totales (dépenses d'exploitation et dépenses hors exploitation). (*Net income before taxes*)

Cellulaire de télécommunications. Un système de télécommunication dans la bande de radiofréquences de 800 MHz (megahertz) offrant l'accès mobile au réseau téléphonique public commuté (RTPC). Les télécommunications cellulaires peuvent s'effectuer au moyen de systèmes soit analogiques soit numériques dans le cadre d'une architecture de réseau multicellulaire. (*Cellular telecommunications*)

Circuit. Une installation constituée des équipements et des appareils nécessaires pour former une voie convenable pour la transmission de communications téléphoniques, textuelles, audio, vidéo ou de données entre des téléphones et d'autres équipements de télécommunications. (*Circuit*)

Commutation par paquets. Communications de la voie, de données ou de vidéo transmises et reçues en paquets de longueur fixe ou variable et pour lesquelles des adresses permettent l'acheminement des paquets à l'aide de circuits non réservés. Chaque paquet est adressé et numéroté afin de l'acheminer à sa bonne destination et

réassembler dans le bon ordre. Ces paquets peuvent être acheminés via différentes routes selon la disponibilité au moment de l'envoi afin de maximiser l'efficacité opérationnelle du réseau. (*Packet switched telecommunications*)

Connexion. Service offert aux abonnés pour la connexion ou la reconnexion au RTPC. Ceci n'inclus pas le câblage des locaux. (*Connection*)

Contribution. Paiements (à la minute ou par circuit) provenant des revenus de télécommunications interurbaines internationales et nationales au titre du moins perçu en revenu pour la prestation des services locaux ou d'accès. (*Contribution*)

Coûts moyens de la main-d'œuvre par employé à plein temps ou l'équivalent (annualisés). Total des coûts de la main-d'œuvre du secteur (salaires, traitements et avantages sociaux versés à des employés à plein temps et à temps partiel) divisé par le nombre d'employés à plein temps ou l'équivalent. Il s'agit d'un calcul de la moyenne mobile, les données du trimestre précédent étant incluses dans le calcul du trimestre en cours, puis rajustées pour donner une estimation annuelle. L'estimation du premier trimestre est multipliée par deux, celle du deuxième trimestre étant calculée comme la somme des coûts de la main-d'œuvre pour les deux premiers trimestres divisée par le nombre moyen d'employés à plein temps ou l'équivalent pour les deux trimestres, le résultat étant multiplié par deux, et ainsi de suite. (*Average labour costs per FTE employee (annualized)*)

Coûts de la main-d'œuvre. Rémunération total payée aux employés avant les déductions (l'équivalent du revenu d'emploi imposable déclaré à la cellule 14 de la déclaration T4 de Revenu Canada). Ce montant comprend les paiements pour les heures régulières, les heures supplémentaires, les congés payés, les allocations et avantages imposables, les gratifications, les jetons de présence, les congés de vacances et des paiements spéciaux comme les bonifications, les commissions, les paiements de salaires accumulés et rétroactifs, les paiements de cessation d'emploi ou les indemnités de départ, les rajustements de vie chère et les retraits des propriétaires actifs. Sont inclus également les avantages sociaux (voir **Avantages sociaux**). À noter que les coûts de la main-d'œuvre déclarés comme faisant partie des dépenses d'exploitation peuvent différer du total des coûts de la main-d'œuvre déclarés ailleurs, puisque ces derniers peuvent inclure les coûts capitalisés de la main-d'œuvre. (*Labour costs*)

Dépenses en immobilisations par abonné. Montant en dollars des dépenses en immobilisations sans fil pour

chaque abonné au service sans fil. (*Capital expenditures per subscriber*)

Emploi industriel national. Total de l'emploi national tiré de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH) de Statistique Canada. La population cible est constituée de tous les employeurs canadiens, exception faite pour ceux des secteurs de l'agriculture, de la pêche et du piégeage, des services privés aux ménages, des organismes religieux et du personnel militaire des services de la défense. Ce chiffre ne comprend pas le travail indépendant. Pour en savoir davantage, voir le n° 72-002-XPB au catalogue de Statistique Canada. (*National industrial employment*)

Employés. Toutes personnes rétribuées pour services rendus ou des absences payées et pour lesquelles l'employeur doit remplir une déclaration T-4 Supplémentaire de Revenu Canada. Elles comprennent les salariés à plein temps (30 heures et plus par semaine pour des travaux effectués ou pour des absences payées) ou à temps partiel (moins de 30 heures par semaine pour des travaux effectués ou pour des absences payées) ainsi que les propriétaires actifs, les administrateurs, les associés et les autres dirigeants actifs des entreprises constituées en corporation. Sont exclus les propriétaires et les associés des entreprises non constituées en corporation, les travailleurs autonomes, les travailleurs familiaux non rémunérés, les personnes travaillant à l'extérieur du Canada et les employés occasionnels pour lesquels l'employeur n'est pas tenu de remplir de formulaire T-4. (*Employees*)

Employés à plein temps ou l'équivalent. Emplois à plein temps et emplois à temps partiel convertis en équivalents temps plein (ETP). Pour la présente enquête, on divise le total des coûts de la main-d'œuvre à temps partiel par le traitement moyen à plein temps (coûts de la main-d'œuvre à plein temps divisés par le nombre d'emplois à plein temps). (*Full-time equivalent (FTE) employees*)

Équipement de commutation. Commutateurs numériques et analogiques et logiciels correspondants utilisés pour diriger les communications du réseau téléphonique public commuté (RTPC). Inclure les commutateurs privés (PBX) utilisés comme des commutateurs publics et exclure les ordinateurs personnels utilisés comme commutateurs. (*Switching equipment*)

Équipements de terminal. Équipements utilisés pour son usage propre et faisant partie de leurs installations, par exemple, des commutateurs privés (PBX) non utilisés pour la commutation publique, des postes téléphoniques, des routeurs, des modems chez les abonnés des

installations d'intercommunication, etc. (*Terminal equipment*)

Équivalents qualité téléphonique (équivalents « canal B ») Nombre de lignes de qualité téléphonique offrant la même largeur de bande ou l'équivalent que la ligne en question. Les lignes ADB du RNIS (largeur de bande = 144 kbps) sont l'équivalent de 2 lignes de qualité téléphonique, tandis que les lignes ADP du RNIS (largeur de bande = 1,544 Mbps) sont l'équivalent de 23 lignes de qualité téléphonique. (*Voice-grade equivalents ('B channel' equivalents)*)

Établissement. Réseau téléphonique constituant une unité d'exploitation en mesure de déclarer les éléments de base de la statistique du téléphone tel que: revenus et nombre de lignes téléphoniques en service. (*Establishment*)

Fournisseurs de télécommunications exploitant leurs propres installations. Un fournisseur de services de télécommunications exploitant ses propres installations s'il est propriétaire ou exploitant d'un réseau (de transmission par fil, par câble, de radiotransmission, de transmission optique ou par un autre système électromagnétique ou encore de transmission par un système technique semblable) pour effectuer le transfert de données (signes, signaux, documents, images, sons ou information de quelque nature) entre des points de raccordement. (*Facilities-based operator*)

Interconnexion. Prestation de services et d'installations au delà du point d'interconnexion (tels que la commutation et le regroupement du tarif) dans le but de raccorder le trafic pour le compte d'un fournisseur de services de télécommunications de départ. L'interconnexion se produit entre des fournisseurs de services locaux (FSL) et des fournisseurs de services intercirconscriptions (AFSI), de FSL et des fournisseurs de services sans fil, ainsi qu'entre des fournisseurs de services nationaux et étrangers. (*Interconnection*)

Large bande. Télécommunications utilisant une largeur de bande de plus de 64 kbps et jusqu'à 1,544 Mbps. Une voie de télécommunication a deux sens avec une vitesse, dans au moins une direction, correspondant au critère ci-dessus. (*Wideband*)

Ligne d'accès Centrex (Réseau téléphonique public commuté). Service téléphonique d'affaires offert par un fournisseur de services qui offre la sélection directe à l'arrivée aux postes d'un abonné, le transfert des appels d'arrivée d'un poste à un autre et l'identification des téléphones supplémentaires aux fins de la facturation des appels interurbains. Le Centrex utilise l'équipement de commutation installé habituellement chez le fournisseur de services. (*PSTN, Centrex access lines*)

Lignes non reliés au RTPC. Lignes de télécommunications non reliées au RTPC, par exemple, les services de transport non commutés tels que les liaisons de données à basse vitesse pour les guichets automatiques bancaires, les réseaux téléphoniques et de données privés reliant plusieurs emplacements et les liaisons spécialisées pour la transmission d'images vidéo haute définition. Lignes analogiques (voix, sous-fréquence vocale), par exemple, pour la surveillance d'alarme, le contrôle de trafic, les terminaux point de vente, etc. (*Non-PSTN lines*)

Messagerie. Un service de télécommunication interactif offrant aux utilisateurs la possibilité d'échanger de l'information grâce à des fonctions de stockage et d'acheminement de courrier électronique ou de traitement de messages, comme l'appel de personnes ou de SCP sur bande étroite. Les services de répondeur automatique ne sont pas inclus dans cette catégorie. (*Messaging*)

Minutes de conversation. Correspond au nombre de minutes d'utilisation des commutateurs, des circuits, des lignes et des groupes de lignes du répondant ou, dans le cas des refacteurs, le temps réel de conversation de leur abonnés aux fins d'appels et de messagerie. Tous autres types de facturation doit être converti en minutes de conversation et déclarer le trafic en conséquence. (*Conversation minutes*)

Options de gestion. Applications logicielles et de base de données spécialisées reliées à des réseaux de télécommunications, telles que les fonctions appel en attente, renvoi automatique, identification du demandeur, conférence à trois, composition abrégée, etc.; services de gestion des appels: afficheur, rappel du demandeur, filtrage d'appels, blocage d'appels, rappel automatique, etc.; et services de télémessagerie: Téléréponse, Téléréponse-option multi-usagers, messagerie vocale, menus vocaux, etc. Ces fonctions sont habituellement facturées à l'utilisation ou selon des frais mensuels fixes. Options de gestion est également appelées services locaux optionnels ou améliorés. (*Calling Features*)

Partagés (Réseau téléphonique public commuté). Lignes d'abonnés aménagées pour desservir deux téléphones principaux ou plus (par exemple, les lignes résidentielles à plusieurs abonnés). (*PSTN, Party access line*)

Qualité téléphonique. Une ligne d'accès de qualité téléphonique sert à la transmission de la voix ou de données à 64 kbps. Elle sert également à la transmission des communications dans la gamme des audiofréquences entre 300 et 3 000 Hz, typiquement celle de la voix humaine. (*Voice-grade*)

Radiomessagerie. Système de télécommunication unidirectionnel offrant la possibilité d'émettre des signaux ou de transfert d'information au moyen de dispositifs à tonalité, à tonalité et à voix, tactiles ou à lecture optique. On peut faire appel à la technologie soit analogique soit numérique. (*Paging*)

Rapport des services de pointe. Rapport entre les revenus d'exploitation provenant de services de télécommunications améliorés à l'aide de logiciels (options de gestion), de services pouvant accueillir Internet et les services de communications à commutation par paquets, ainsi que d'autres applications à haute vitesse (services commutés et non commutés à haute vitesse) et la téléphonie traditionnelle (connexions locales et interurbaines et services non commutés à bande étroite). (*Advanced services ratio*)

Réseau numérique à intégration de services (RNIS). Ligne numérique à haute capacité équivalent à 2 canaux à accès de débit de base ou à 23 canaux à accès de débit primaire. Malgré sa grande capacité, cette ligne compte pour une ligne simple.

ADB (Accès à débit de base). Service qui offre deux canaux B à 64 kbits/s et un canal D à 16 kbits/s au moyen d'une ligne à paire torsadées standard. Les canaux à 64 kbits/s sont capables de transmettre la voix ou des données simultanément tandis que le canal D transmet des messages de contrôle d'appel et des données par paquets à 9,6 kbits/s.

ADP (Accès à débit primaire). Service numérique à quatre fils qui divise un circuit T1 ordinaire de 1,544 Mbit/s en 23 canaux B à 64 kbit/s et un canal D à 64 kbit/s. Les canaux B transmettent la voix et des données à un débit de 64 kbit/s tandis que le canal D transmet la signalisation hors bande pour une liaison à débit primaire ou plus. (*PSTN, ISDN access line*)

Réseau téléphonique public commuté (RTPC). Le RTPC est défini comme le réseau téléphonique commuté mondial (services de commutations, de circuits, de transmission et d'accès), ou une partie de ce réseau, utilisé pour établir les communications téléphoniques (voix) et non téléphoniques (courrier, son, images ou données) transmises au moyen d'une voie établie initialement au moyen de signaux téléphoniques et de circuits téléphoniques interurbains commutés ordinaires. (*Public switched telephone network (PSTN)*)

Revenus d'exploitation par personne. Revenus d'exploitation du secteur par personne basé sur (l'estimation trimestrielle de la population). (*Operating revenue per capita*)

Revenus de radiomessagerie par abonné. Revenus de radiomessagerie par abonné au service de radiomessagerie (l'estimation du sous-dénombrement n'est pas incluse). (*Paging revenue per subscriber*)

Revenu moyen par minute de service interurbain. Revenus d'exploitation interurbains divisés par le nombre de minutes de service interurbain sortant (y compris les appels sans frais). (*Average revenue per long distance minute*)

Revenu par employé à plein temps ou l'équivalent. Total des revenus d'exploitation par employé à plein temps ou l'équivalent. (*Revenue per FTE employee*)

Revendeur. Un fournisseur de services de télécommunications est un revendeur lorsque son activité principale consiste à faire l'acquisition de l'accès au réseau auprès de propriétaires ou d'exploitants de réseaux de télécommunications et à revendre des services de télécommunications à leurs clients. Les revendeurs peuvent être propriétaires de certaines installations réseaux telles que l'équipement ou les appareils de commutation afin de manipuler et de contrôler les données mais non d'exploiter ou de maintenir un réseau complet. (*Reseller*)

Sans fil fixe. Utilisation de fréquence radio pour des services de télécommunication à partir d'un emplacement fixe. Cette classification sert à la déclaration de services offrant l'accès local sans fil au RTPC sur radiofréquences et diffusant à partir d'un emplacement fixe. Le sans fil fixe fait appel à la technologie de transmission soit numérique soit analogique. (*Fixed wireless*)

Satellite (Fixe). Télécommunications par satellite via des stations terrestres fixes. (*Satellite, fixed*)

Satellite (Mobile). Télécommunications par satellite via des stations terrestres mobiles. (*Satellite, mobile*)

Services aux entreprises de télécommunications. Services offerts à d'autres fournisseurs de télécommunications (entreprises de télécommunications ou revendeurs). Ceci inclus d'autres services offerts à des fournisseurs de services de télécommunications tels que la co-implantation, l'accès aux structures de soutènement, l'accès aux bases de données, la récupération des frais de démarrage, d'autres éléments dégroupés associés au renvoi d'une tonalité, etc. (*Carrier services*)

Services d'accès au réseau. Un services d'accès au réseau fournit, aux fins de transmission, le raccordement principal à un privé, abstraction faite des caractéristiques physiques de la liaison. Ceci comprend les circuits individuels et les circuits de lignes à plusieurs abonnés,

les lignes raccordant les installations de la compagnie aux dispositifs de commutation installés chez les clients, les postes de radiocommunication autorisés, les principaux raccordements, et les circuits spéciaux. (*Network access services*)

SCP. Les services de communications personnelles (SCP) représentent un système de télécommunication dans la bande de radiofréquences de 1900 MHz offrant l'accès mobile au réseau téléphonique public commuté (RTPC). Les SCP font appel à la technologie de transmission numérique et à une architecture de réseau multicellulaire. (*Personal communications services (PCS)*)

Services de dépêche. Services non commutés offerts par les détenteurs de licences d'entreprises de radiocommunications afin de fournir des services de dépêche et de communications (par exemple, services de dépêche pour les taxis ou le personnel sur le terrain, service mobile de transmission des données pour les services de police, etc.). (*Dispatch services*)

Services de transmission de la voix. Services associés généralement à la transmission de la voix, aux communications à bande étroite ou de qualité téléphonique, y compris la téléphonie vocale, les télécopies et l'accès au RTPC. (*Voice services*)

Services de données et à haute vitesse. Tout service à large bande (supérieur à 64 kbps), de même que les services de commutation par paquets à bande étroite. Les services Internet de gros ne sont pas déclarés séparément, mais sont compris ici. (*Data and high speed services*)

Services Internet de détail. La valeur déclarée dans les rapports trimestriels représente une faible partie seulement des services Internet de détail au Canada, puisque la plupart des entreprises de télécommunications comportent des filiales ou des divisions opérationnelles distinctes (FSI - fournisseurs de services Internet), qui ne sont pas considérées comme relevant du secteur des télécommunications dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). (*Retail Internet services*)

Services interurbain planifié (WATS). Services qui permet à l'abonné de communiquer directement avec certaines circonscriptions éloignées, à des heures déterminées et moyennant un tarif forfaitaire. (*Wide area telephone services (WATS)*)

SRMS. Services de radiocommunications mobiles spécialisées (SRMS) représentent un système de télécommunication dans la bande de radiofréquences de

800 MHz offrant des services de répartition mobiles et l'accès mobile au RTPC. Les SRMS font appel à la technologie de transmission numérique et à une architecture de réseau multicellulaire. (*Enhanced Specialized Mobile Radio (ESMR)*)

Service sans fil à large bande. Un système de télécommunication multipoint utilisant les canaux de fréquences radio d'au moins 50kHz afin d'offrir la transmission et/ou la réception d'information telle que les multimédia, les données, les vidéos. On utilise soit la technologie de transmission numérique ou analogique. (*Wireless Broadband Services*)

Télécommunications. Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, de messages écrits, d'images, de son, ou de renseignements de toute nature, par fil, par radio ou par d'autres procédés visuels ou électro-magnétiques. (*Telecommunications*)

Télécommunications commutées locaux. Une système de télécommunication qui offre les services pour la commutation et la transmission téléphoniques, de données, d'images et de messages vidéo par l'entremise d'un RTPC à l'intérieur d'un secteur d'appel local. (*Local switched telecommunications*)

Télécommunications commutées interurbaine. Une système de télécommunication qui offre les services pour la commutation et de la transmission de communications téléphoniques, de données, d'images et vidéo par l'entremise d'un RTPC entre des secteurs d'appels locaux. (*Long-distance switched telecommunications*)

Télécommunications par fil. Figurent ici les établissements dont l'activité principale consiste à exploiter et à maintenir des installations de commutation et de transmission visant à fournir des services de communication directe au moyen de liaisons terrestres, hertziennes ou d'une combinaison de liaisons terrestres, hertziennes ou par satellite. (*Telecommunications, wireline (wired)*)

Téléphones publics (Réseau téléphonique public commuté). À encaissement automatique ou à prépaiement à cartes incluant les téléphones semi-publics (publiques accessibles au public de façon restreinte en raison de leur emplacement, par exemple, les téléphones qui se trouvent dans des installations privées comme des restaurants). (*PSTN, Public telephones*)

Télécommunications sans commutation. Circuits spécialisés ou lignes privées entre des points précisés à l'usage exclusif des preneurs à bail ou des propriétaires du circuit; le RTPC n'est pas utilisé pour acheminer ou commuter la communication, par exemple, services de

transport non commutés tels que les liaisons de données à basse vitesse pour les guichets automatiques bancaires, réseaux téléphoniques et de données privés reliant plusieurs emplacements et liaisons spécialisées pour la transmission d'images vidéo haute définition. (Non-switched telecommunications)

Télécommunications sans fil. Figurent ici les établissements qui effectuent l'exploitation et la maintenance d'installations de commutation et de transmission en vue de fournir des communications directes par l'entremise des ondes aériennes. (*Telecommunications, wireless*)

Téléométrie. Utilisation des télécommunications pour automatiquement indiquer ou enregistrer des mesures à distance de l'instrument de mesure. (*Telemetry*)

Téléphone. Instrument constitué des éléments nécessaires à la transmission et à la réception de la parole, de même que des organes de sonnerie et de signalisation. Peut être relié à tout autre poste téléphonique du réseau général. (*Telephone*)

Voies d'accès RTPC par employé à plein temps ou l'équivalent. Lignes d'accès pour le secteur de télécommunications par fil et les abonnés à la téléphonie mobile pour le secteur de télécommunications sans fil, par employé à plein temps ou l'équivalent. (*PSTN access paths per FTE employee*)

LECTURES SUGGÉRÉES

Choisies parmi les publications de Statistique Canada

Titre	Catalogue
Télédistribution - <i>Annuel</i> , Bilingue	56-205-XIB
Observateur économique canadien - <i>Mensuel</i> , Bilingue	11-010-XPB
Radiodiffusion et télécommunications - <i>Bulletin de service</i> , Occasionnel, Anglais ou français	56-001-XIE
Détail des dépenses moyennes des ménages selon la taille du secteur de résidence pour le Canada (10 provinces) - Tableau standard (dépenses des familles et équipements ménagers - <i>Annuel</i> , Bilingue	62F0035XPB
Bulletin de l'analyse en innovation - Anglais ou français	88-003-XIE
Statistiques trimestrielles des télécommunications - <i>Trimestriel</i> , Anglais ou français	56-002-XIE
Radio et télévision - <i>Annuel</i> , Bilingue	56-204-XIB

Pour obtenir une publication ou un tableau, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277, par télécopieur (613) 951-1584 ou 1 800 700 1033 ou par Internet : order@statcan.ca.

Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) 1 800 267 6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.